

Insee Conjoncture

Aquitaine



N° 5

Mai 2015

Le bilan économique 2014 de l'Aquitaine

*Année difficile, mais quelques espoirs
d'amélioration pour 2015*

Les différentes analyses de ce bilan économique 2014 ont été rédigées par l'Insee ainsi que les partenaires suivants :

Banque de France,
Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
Direction régionale des douanes de Bordeaux,
Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,
Pôle emploi Aquitaine.

Nous les remercions vivement de cette précieuse collaboration au service de l'information du public.



Avertissement

La rédaction de ce bilan économique s'échelonne de janvier à mai 2015. Les données analysées sont celles disponibles à la date de rédaction des différents articles. Certaines ont pu légèrement évoluer depuis.

Signes conventionnels utilisés

... Résultat non disponible
/// Absence de résultat due à la nature des choses
e Estimation
p Résultat provisoire
r Résultat révisé par rapport à l'édition précédente
n.s. résultat non significatif
€ euro
M Million
Md Milliard

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| Synthèse régionale | 2 |
| 2014, année difficile pour l'Aquitaine, mais quelques espoirs d'amélioration pour 2015 | |
| Cadrage national | 3 |
| En 2014, l'économie française croît faiblement, le pouvoir d'achat des ménages accélère | |
| Emploi salarié | 4 |
| Léger repli de l'emploi salarié marchand en 2014 | |
| Chômage | 6 |
| Un marché du travail morose mais des signes encourageants en 2014 | |
| Politique de l'emploi | 8 |
| Moins d'entrées en contrats aidés mais un nombre de bénéficiaires en hausse en 2014 | |
| Démographie des entreprises | 10 |
| Les créations d'entreprises s'essouffent en 2014 | |
| Économie | 12 |
| Avec des disparités et un investissement en deçà des attentes, l'industrie résiste mais plafonne | |
| Commerce extérieur | 14 |
| En 2014, le solde commercial de l'Aquitaine devient déficitaire | |
| Agriculture | 16 |
| 2014, des niveaux de production meilleurs qu'en 2013 | |
| Construction | 18 |
| La situation du secteur de la construction se dégrade encore en 2014 | |
| Tourisme | 20 |
| Un bilan touristique aquitain stable en 2014 | |
| Transports | 22 |
| Le trafic progresse dans les airs, stagne sur la route et diminue sur le rail et la mer en 2014 | |
| Définitions | 24 |

2014, année difficile pour l'Aquitaine, mais quelques espoirs d'amélioration pour 2015

Pierre Valadou, Insee Aquitaine

En Aquitaine comme en France, l'année 2014 a été difficile. L'économie française croît faiblement (+0,2 % pour le produit intérieur brut). Au niveau régional, la plupart des indicateurs sont en repli. Toutefois quelques signes laissent espérer une amélioration pour 2015.

Léger repli de l'emploi salarié marchand en 2014

En 2014, l'emploi salarié marchand aquitain recule de 0,1 % par rapport à l'année précédente. Quoique moins prononcée, l'évolution de l'emploi régional suit la tendance enregistrée pour la France métropolitaine (-0,5 %). Après un premier et un troisième trimestre particulièrement difficiles, une reprise s'amorce en fin d'année. Les secteurs de la construction et de l'industrie souffrent. Les effectifs du tertiaire marchand progressent grâce aux services aux entreprises. Dans le même temps, ceux du commerce, des transports et de l'intérim sont en repli.

Un marché du travail morose mais quelques signes encourageants

Fin 2014, en Aquitaine, 9,9 % de la population active est au chômage (10,0 % pour la France métropolitaine), soit une augmentation de 0,4 point en un an. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C croît chaque mois de 2 000 personnes en moyenne. Toutefois, en 2014, près de 200 000 personnes inscrites ont trouvé un emploi d'une durée d'au moins un mois, un chiffre en hausse de 3 % par rapport à 2013.

Dans les principales mesures d'accompagnement et d'aide à l'emploi, le nombre d'entrées est en diminution. Il l'est en particulier pour les contrats uniques

d'insertion auxquels se substituent les emplois d'avenir. Toutefois, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés progresse en 2014.

Les créations d'entreprises s'essoufflent en 2014

Le nombre de créations d'entreprises poursuit sa progression en 2014 en Aquitaine mais à un rythme moins soutenu que l'année précédente. Les créations sont dynamiques dans les services, s'envolent dans l'industrie et baissent fortement dans la construction. Après deux années d'augmentation, le nombre de défaillances d'entreprises enregistrées au cours de l'année 2014 diminue.

Commerce extérieur aquitain, un solde déficitaire en 2014

En 2014, les exportations régionales se replient alors qu'elles se stabilisent au niveau national. En valeur, elles chutent de près de 6 % par rapport à 2013, année déjà difficile. Cette contraction creuse lourdement le solde habituellement excédentaire de la région. Au terme de l'année 2014, les échanges commerciaux de l'Aquitaine se soldent par un déficit de 385 millions d'euros.

Une économie régionale fragilisée, quelques espoirs pour 2015

Dans l'industrie et les services marchands, l'activité régionale résiste mais plafonne en 2014. L'investissement, en deçà des attentes, s'essouffle. Cependant, pour 2015, l'état d'esprit des chefs d'entreprise évolue. Soutenue par la demande étrangère, une reprise des investissements est envisagée.

Le BTP a connu une année 2014 difficile. Les performances sont à nouveau revues à la baisse avec son corollaire de réductions d'emplois qui pourraient s'intensifier. La construction neuve enregistre une nouvelle dégradation. Les autorisations de construction chutent de 20 % et les mises en chantier se replient de 4 %. Ces baisses se sont accentuées par rapport à celles observées en moyenne durant les cinq années précédentes. Les ventes de logements neufs reculent et le prix moyen des maisons comme des appartements est en léger repli.

Les conditions météorologiques très contrastées en 2014 ont entraîné une forte hétérogénéité des productions agricoles en Aquitaine. L'été indien a offert des conditions de vendanges idéales pour la qualité. Les coûts de production sont orientés à la baisse. Les exportations de produits agricoles de l'Aquitaine restent sur une tendance au repli, essentiellement à cause des exportations de vins.

La fréquentation globale des hôtels et campings aquitains est quasi stable par rapport à 2013. L'hôtellerie de plein air progresse malgré une météo estivale défavorable et la fréquentation hôtelière fléchit. La clientèle étrangère dynamise l'activité touristique alors que la clientèle française est en repli.

Transports, des résultats contrastés

En 2014, le trafic régional progresse dans les airs, stagne sur la route et diminue sur le rail et la mer. Le trafic « voyageurs » augmente pour le mode aérien et en particulier pour le trafic assuré par les compagnies à bas coût. La baisse de fréquentation des trains express régionaux amorcée en 2013 se confirme pour 2014. ■

En 2014, l'économie française croît faiblement, le pouvoir d'achat des ménages accélère

Laurent Clavel, Direction des études et synthèses économiques, Insee

Légère accélération de l'activité mondiale

En 2014, l'activité mondiale accélère légèrement : la reprise s'affermi dans les pays avancés, tandis que la croissance fléchit dans la plupart des pays émergents.

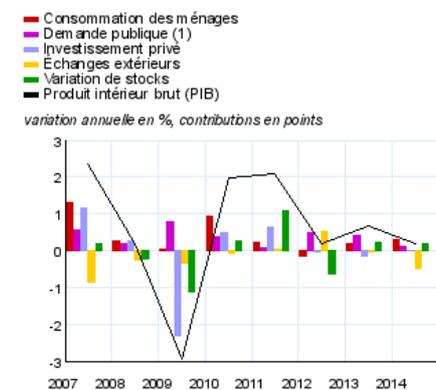
Dans les pays avancés, l'accélération de l'activité recouvre un décalage conjoncturel entre d'une part les pays anglo-saxons et d'autre part la zone euro. Ainsi, l'activité progresse à un rythme soutenu dans les premiers. La zone euro, en revanche, après deux années de contraction de l'activité, ne renoue que timidement avec la croissance et les hétérogénéités y restent fortes. La croissance de la zone se redresse surtout à la fin de l'année, sous l'effet notamment de deux stimuli extérieurs : d'une part le prix du pétrole baisse fortement au second semestre, d'autre part l'euro se déprécie nettement par rapport au dollar.

Dans les pays émergents, l'activité ralentit pour la quatrième année consécutive, sous l'effet de l'essoufflement de la croissance chinoise, mais aussi de la dégradation dans plusieurs autres grands pays, notamment le Brésil et la Russie.

L'économie française croît faiblement

En 2014, le PIB de la France progresse de 0,2 % après + 0,7 % en 2013.

1 Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



La demande intérieure hors stocks est le principal contributeur à la croissance du PIB, à hauteur de + 0,5 point, comme en 2013. La consommation des ménages accélère légèrement (+ 0,6 % après + 0,4 % en 2013). La demande intérieure est également soutenue par le dynamisme des dépenses de consommation des administrations publiques (+ 1,6 %, comme en 2013), tandis que leur investissement recule fortement (- 6,9 % après + 0,1 % en 2013). L'investissement des entreprises non financières se redresse (+ 2,0 % après + 0,5 % en 2013), alors que l'investissement des ménages, principalement en logements, se replie pour la troisième année consécutive (- 5,3 % en 2014). Au total, l'investissement de l'ensemble des secteurs se replie en 2014 (- 1,2 %) plus fortement qu'en 2013 (- 0,6 %).

En 2014, les exportations gagnent en dynamisme (+ 2,4 % après + 1,7 % en 2013). Mais les importations accélèrent plus vivement (+ 3,8 %, après + 1,7 %). Au total, la contribution des échanges extérieurs à la croissance du PIB devient négative (- 0,5 point après une contribution neutre en 2013).

Par branche, l'activité est portée par les services marchands (+ 0,5 % après + 0,7 %), les services non marchands (+ 1,0 % après + 1,2 %) et l'agriculture (+ 8,5 % après - 1,9 %).

L'activité de la branche énergie-eau-déchets se replie fortement (- 2,1 % après + 2,2 % en 2013), en raison d'un climat

doux en début comme en fin d'année. La construction recule fortement (- 3,6 %), après une quasi-stabilisation en 2013 (+ 0,1 %). L'activité dans l'industrie manufacturière se replie (- 0,7 % après + 0,5 %).

Le pouvoir d'achat rebondit

Le pouvoir d'achat rebondit (+ 1,1 % après - 0,1 % en 2013). En termes nominaux, le revenu des ménages gagne en dynamisme (+ 1,1 % après + 0,7 % en 2013), alors que les prix de la consommation décélèrent de nouveau nettement (0,0 % après + 0,8 % en 2013).

L'emploi total croît légèrement

L'emploi salarié marchand non agricole recule légèrement (- 0,2 %), en raison du faible rythme de croissance de l'activité. Mais, grâce aux créations nettes d'emplois dans les branches non marchandes, principalement des contrats aidés (notamment la montée en charge des emplois d'avenir), l'emploi total augmente en moyenne sur l'année (+ 0,3 %) et le taux de chômage est quasi stable en moyenne annuelle (10,2 % après 10,3 % en 2013). ■

Avertissement

Dans le cadrage national, les évolutions sont en moyenne annuelle ; elles sont principalement en glissement annuel (T4 2014 / T4 2013) pour les autres évolutions du Bilan, ce qui peut expliquer certains écarts entre les chiffres du cadrage national et le reste du Bilan économique régional.

2 Le PIB et les opérations sur biens et services

| | Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %) | | | 2014 | |
|---|---|-------|-------|--|---|
| | 2012 | 2013 | 2014 | En milliards d'euros (volumes chaînés) | Contribution à la croissance du PIB en volume |
| Produit intérieur brut (PIB) | 0,2 | 0,7 | 0,2 | 2 060,9 | 0,2 |
| Importations | 0,7 | 1,7 | 3,8 | 630,1 | - 1,2 |
| Consommation effective des ménages, dont : | 0,2 | 0,6 | 0,9 | 1 464,8 | 0,7 |
| Dépense des ménages | - 0,3 | 0,4 | 0,6 | 1 094,9 | 0,3 |
| Dépense individualisable des administrations | 1,5 | 1,6 | 1,6 | 546,0 | 0,4 |
| Consommation collective des administrations publiques | 1,4 | 1,9 | 0,8 | 175,9 | 0,1 |
| Formation brute de capital fixe, dont : | 0,2 | - 0,6 | - 1,2 | 443,1 | - 0,3 |
| Entreprises non financières | - 0,2 | 0,5 | 2,0 | 248,8 | 0,2 |
| Ménages | - 2,1 | - 1,5 | - 5,3 | 98,8 | - 0,3 |
| Administrations publiques | 1,8 | 0,1 | - 6,9 | 75,2 | - 0,3 |
| Variations de stocks (contribution à la croissance) | - 0,6 | 0,2 | 0,2 | 10,0 | 0,2 |
| Exportations | 2,5 | 1,7 | 2,4 | 593,6 | 0,7 |

Source : Insee, comptes nationaux, base 2000

Léger repli de l'emploi salarié marchand en 2014

En 2014, l'emploi salarié marchand aquitain recule de 0,1 % par rapport à 2013. Cette évolution suit la tendance nationale mais la région résiste davantage (-0,5 % en France métropolitaine). L'emploi se contracte encore dans les secteurs de la construction et de l'industrie, même si ce dernier résiste mieux qu'en 2013 grâce aux industries agroalimentaires. Les effectifs du tertiaire marchand progressent, portés par les services aux entreprises, tandis que le commerce, les transports et surtout l'intérim se replient.

Virginie Régnier, Insee Aquitaine

Un recul de l'emploi moins prononcé qu'au niveau national

En Aquitaine, les 1^{er} et 3^e trimestres de 2014 sont particulièrement défavorables à l'emploi, mais la reprise s'amorce en fin d'année. Après une progression de 0,3 % enregistrée sur l'année 2013, l'emploi salarié marchand non agricole diminue de 0,1 % pour s'établir à 712 000 postes en 2014 (*figure 1*). Toutefois, cette évolution est moins défavorable qu'au niveau national où la situation s'est aggravée : -0,5 % après -0,3 % en 2013.

La Gironde, seul département créateur d'emploi salarié

En Aquitaine, la Gironde, qui concentre la moitié des emplois salariés de la région, est le moteur de la croissance de l'emploi en 2014. Malgré le ralentissement constaté par rapport à 2013, c'est le seul département où l'emploi continue de progresser (+0,3 % en 2014 après +1,1 % en 2013). Le repli de l'emploi s'atténue en Dordogne (-0,6 % après -1,3 %) et dans les Landes (-0,5 % après -1,3 %). Il se maintient au même rythme dans les Pyrénées-Atlantiques, -0,2 %. Après une croissance de 0,1 % en 2013, l'emploi diminue de 0,5 % en Lot-et-Garonne (*figure 2*).

L'industrie et la construction poursuivent leur déclin

L'emploi industriel est toujours en repli en Aquitaine, -0,8 % en 2014. L'industrie a perdu près de 8 900 postes depuis 2008. Le déclin est toutefois moins prononcé qu'en France métropolitaine et ralentit par rapport à 2013 où il atteignait -1,0 %.

En 2014, les industries agroalimentaires sont les seules à créer de l'emploi dans le secteur (*figure 3*). L'emploi recule de 0,3 % pour les matériels de transport, alors qu'il progressait de 0,5 % un an auparavant. La baisse s'atténue dans les secteurs des biens d'équipement et de l'énergie, eau, déchets, de la cokéfaction, du raffinage, des industries extractives et de la dépollution. Enfin, l'emploi se contracte davantage pour les autres branches industrielles qui concentrent plus de 40 % de l'emploi du secteur régional.

Dans l'industrie, l'emploi progresse de 0,1 % dans les Pyrénées-Atlantiques mais diminue dans tous les autres départements en 2014. Depuis 2008, la Dordogne et les Landes sont les plus affectées par le recul de l'emploi industriel et représentent plus d'un emploi détruit sur deux dans la région.

Dans la construction, l'emploi se contracte encore, de 2,3 % en 2014 en Aquitaine. Cette baisse est légèrement plus modérée que celle de 2013 (-2,6 %) alors qu'elle s'amplifie pour la France métropolitaine (-3,5 % après -1,8 % en 2013). Depuis 2008, ce secteur a perdu 9 % de ses effectifs. Le recul de l'emploi dans la construction s'accroît en Gironde et plus légèrement en Dordogne, tandis qu'il s'atténue dans les autres départements de la région.

Les services aux entreprises dynamisent l'emploi dans le tertiaire marchand

L'emploi du secteur tertiaire marchand progresse de 0,5 % en Aquitaine en 2014. Cette hausse est toutefois inférieure à la

tendance des cinq années précédentes (+0,7 % en moyenne entre 2008 et 2013) (*figure 4*). Mais elle reste supérieure à celle de la France métropolitaine.

Au sein de la région, la Gironde tire la croissance de l'emploi du tertiaire marchand en 2014 et contribue à plus de 90 % à son essor. L'emploi du tertiaire marchand augmente aussi dans les Landes et en Dordogne. Il stagne en Lot-et-Garonne et diminue légèrement dans les Pyrénées-Atlantiques.

Les services aux entreprises sont les plus gros contributeurs à la croissance de l'emploi tertiaire en Aquitaine, à hauteur de 46 %. Alors qu'ils perdaient des emplois en 2013, les services aux ménages en gagnent 1,8 % en 2014, l'hébergement-restauration 1,2 %, les services immobiliers 0,5 %, et l'information-communication 0,4 %.

Trois secteurs ralentissent la croissance de l'emploi du tertiaire en Aquitaine : les transports, le commerce et l'intérim. L'emploi dans les transports baisse de 0,4 % en 2014. Le commerce, qui concentre 30 % des emplois du tertiaire, recule de 0,1 % dans la région, mais progresse sensiblement dans les Landes et plus modérément en Gironde.

L'emploi intérimaire régional diminue légèrement, de 0,3 % en 2014 (*figure 5*), après avoir fortement progressé en 2013 (+8,6 %). Il résiste en Gironde (+0,4 %) et progresse sensiblement en Dordogne (+5,9 %). Il diminue dans les trois autres départements. ■

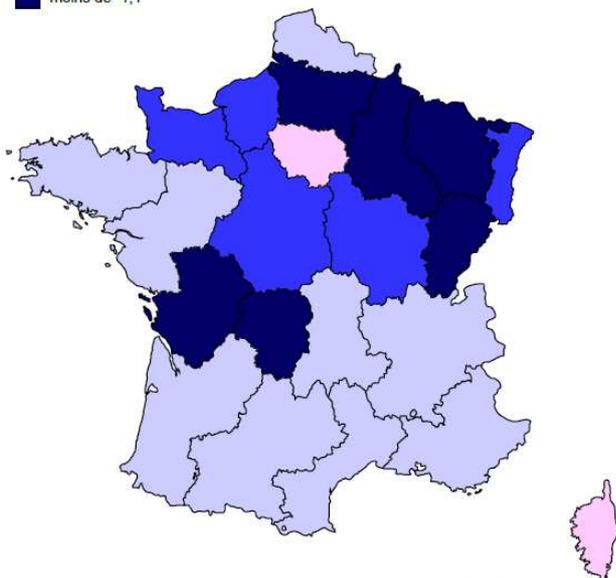
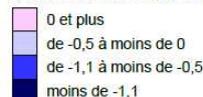
Pour en savoir plus

Site de l'Insee : www.insee.fr → Thème Travail - Emploi

1 Évolution régionale de l'emploi salarié

France métropolitaine : -0,5 %

Glissement annuel 2014-2013 (en %)



©IGN-Insee 2015

Note : données CVS

Champ : France métropolitaine. Emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs

Source : Insee, estimations d'emplois

3 Emploi salarié des secteurs principalement marchands

en%

| Secteur d'activité -NAF rév.2, 2008 | 2014 T4 Aquitaine (milliers) | Glissement annuel | | Glissement annuel moyen 2013/2008 ⁽¹⁾ | |
|---|------------------------------|-------------------|-----------------------|--|-----------------------|
| | | Aquitaine | France métropolitaine | Aquitaine | France métropolitaine |
| Industrie | 142,9 | -0,8 | -1,2 | -1,0 | -2,0 |
| Industrie agroalimentaire | 31,6 | 0,5 | 0,1 | 0,3 | -0,4 |
| Énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage | 20,0 | -0,1 | 1,0 | 0,2 | 0,2 |
| Biens d'équipement | 11,9 | -0,1 | -1,4 | -1,6 | -2,8 |
| Matériels de transport | 18,1 | -0,3 | -2,7 | 0,2 | -2,0 |
| Autres branches industrielles | 61,3 | -1,9 | -1,7 | -2,3 | -2,9 |
| Construction | 71,2 | -2,3 | -3,5 | -1,5 | -1,5 |
| Tertiaire marchand | 498,1 | 0,5 | 0,1 | 0,7 | 0,3 |
| Commerce | 157,6 | -0,1 | -0,5 | 0,0 | -0,2 |
| Transports | 61,7 | -0,4 | -0,5 | 0,6 | -0,3 |
| Hébergement-restauration | 48,2 | 1,2 | 0,8 | 1,5 | 0,9 |
| Information-communication | 22,3 | 0,4 | 0,8 | 1,3 | 0,3 |
| Services financiers | 35,6 | 1,1 | 0,5 | 1,2 | 0,2 |
| Services immobiliers | 10,3 | 0,5 | -0,1 | -0,4 | -0,5 |
| Services aux entreprises | 100,3 | 1,1 | 0,8 | 1,0 | 0,9 |
| Services aux ménages | 35,1 | 1,8 | 0,8 | 0,9 | 0,7 |
| Intérim | 26,9 | -0,3 | 0,1 | 1,7 | 1,1 |
| Total | 712,1 | -0,1 | -0,5 | 0,1 | -0,4 |

Note : données CVS

(1) : glissement annuel qu'aurait connu l'emploi salarié du secteur, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs

Source : Insee, estimations d'emplois

2 Emploi salarié par département et par secteur

en%

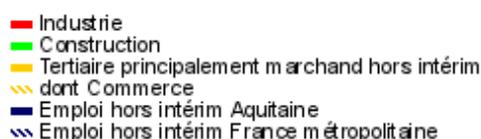
| Départements | 2014 T4 (milliers) | Glissement annuel | | | | | Total |
|----------------------|--------------------|-------------------|---------------|--------------------|---------------|--------------|-------------|
| | | Indus-trie | Cons-truction | Tertiaire marchand | dont Commerce | dont intérim | |
| Dordogne | 68,4 | -1,5 | -3,0 | 0,2 | -1,1 | 5,9 | -0,6 |
| Gironde | 365,4 | -0,8 | -2,0 | 0,8 | 0,2 | 0,4 | 0,3 |
| Landes | 72,3 | -1,4 | -3,5 | 0,5 | 2,4 | -4,7 | -0,5 |
| Lot-et-Garonne | 61,3 | -0,7 | -3,9 | 0,0 | -1,9 | -0,1 | -0,5 |
| Pyrénées-Atlantiques | 144,7 | 0,1 | -1,2 | -0,1 | -0,7 | -2,2 | -0,2 |
| Aquitaine | 712,1 | -0,8 | -2,3 | 0,5 | -0,1 | -0,3 | -0,1 |

Note : données CVS

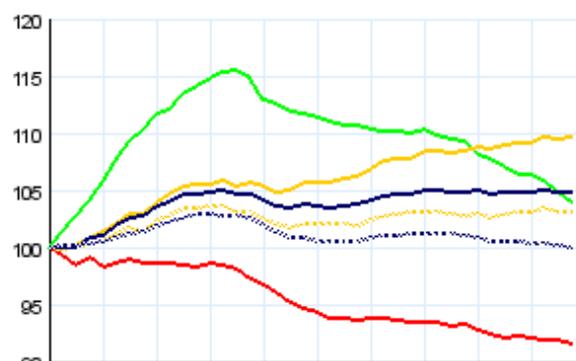
Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs

Source : Insee, estimations d'emplois

4 Évolution trimestrielle de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands dans la région Aquitaine



en indice base 100 au 2005 T1



1er trimestre 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014

Note : données CVS

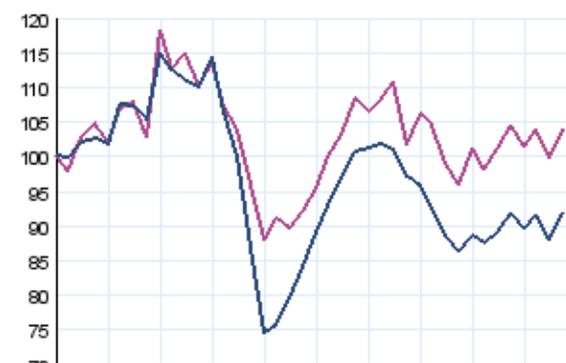
Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs

Source : Insee, estimations d'emplois

5 Évolution trimestrielle de l'emploi intérimaire



en indice base 100 au 2005 T1



1er trimestre 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014

Note : données CVS

Champ : emploi intérimaire en fin de trimestre

Source : Insee, estimations d'emplois

Un marché du travail morose mais des signes encourageants en 2014

Fin 2014 en Aquitaine, 9,9 % de la population active est au chômage, soit une augmentation de 0,4 point par rapport à fin 2013. Au 31 décembre, plus de 283 600 demandeurs d'emploi de catégories A, B et C sont inscrits à Pôle emploi. Sur l'année, Pôle emploi enregistre en moyenne 2 000 inscriptions de plus que de sorties chaque mois. Toutefois, près de 200 000 personnes inscrites ont trouvé un emploi en 2014 d'une durée d'au moins un mois, soit une hausse de 3 % par rapport à 2013.

Karim Mouhali, Direccte Aquitaine, et Florence Landau, Pôle emploi Aquitaine

Le chômage en augmentation

Le manque de créations d'emplois ne permet pas d'inverser la tendance sur le marché du travail aquitain. La part de la population active au chômage atteint 9,9 % à la fin de l'année 2014, un niveau proche de celui de la France métropolitaine (10 %) (*figure 1*).

Fin 2014, le taux de chômage progresse en Aquitaine de 0,4 point en un an (*figure 2*). Il est le plus élevé dans les zones d'emploi de Bergerac, Villeneuve-sur-Lot, Libourne, la Teste-de-Buch, Pauillac et Sarlat-la-Canéda. Au cours de l'année 2014, les zones d'emploi de Sarlat-la-Canéda, Marmande, Villeneuve-sur-Lot et La Teste-de-Buch enregistrent les évolutions les plus fortes (*figure 3*).

Les inscriptions à Pôle emploi continuent de progresser. Fin décembre 2014, plus de 283 600 personnes immédiatement disponibles pour travailler sont inscrites à Pôle emploi (catégories A, B et C) : c'est 21 200 demandeurs de plus qu'il y a un an (+ 8,1 %) (*figure 4*). Près de 186 500 des inscrits sont sans aucune activité (catégorie A), soit + 6,6 % de plus que l'année précédente.

Une hausse de la demande d'emploi des jeunes

La hausse de la demande d'emploi des jeunes de moins de 25 ans est moins soutenue par comparaison aux autres tranches d'âge. Cependant, elle est plus

forte en Aquitaine qu'en France métropolitaine : + 5,6 % sur un an pour les catégories A, B et C contre + 2,9 %.

Celle des seniors (50 ans ou plus) se poursuit à un rythme élevé : + 11,6 % sur un an pour les catégories A, B et C. Avec près de 63 000 demandeurs d'emploi à la fin 2014, le niveau de la demande d'emploi des seniors a quasiment doublé en cinq ans.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis plus d'un an augmente aussi fortement : + 13,7 % en 2014. Leur part ne cesse de progresser. Elle atteint 40,4 % en fin d'année 2014. Le chômage de longue durée touche particulièrement les seniors.

Les flux d'entrées à Pôle emploi continuent de progresser

En Aquitaine, Pôle emploi enregistre 27 000 inscriptions en moyenne par mois en 2014, soit 2 000 de plus que de sorties. Ces flux d'entrées augmentent de 1 % par rapport à 2013, contre + 2 % en France métropolitaine. Cette tendance haussière s'observe dans la plupart des territoires aquitains. Toutefois, certains présentent une situation plus favorable : par exemple, le nombre d'inscriptions dans les bassins d'emploi de Sarlat, Terrasson et Pauillac est en baisse sur un an.

Près d'un tiers des entrées intervient suite à une fin de contrat à durée déterminée ou d'une mission d'intérim. Cinq domaines professionnels concentrent près de 70 %

des demandes d'emploi enregistrées. Parmi eux, seul le support à l'entreprise enregistre une baisse des inscriptions entre 2013 et 2014 (- 2 %), principalement dans les activités de secrétariat, comptabilité et gestion (*figure 5*).

Près de 200 000 reprises d'emploi en Aquitaine

Entre octobre 2013 et septembre 2014, près de 200 000 reprises d'emploi d'une durée d'au moins un mois ont été comptabilisées en Aquitaine. Ce nombre est en hausse de 3 % par rapport à la même période de l'année précédente, comme au niveau national. La majorité des territoires aquitains suivent cette tendance (*figure 6*). Cette progression vers l'emploi concerne des demandeurs d'emploi qui n'avaient pas ou très peu exercé d'activité, avant de retrouver un emploi. Près d'un tiers de ces reprises d'emploi correspond à un emploi dit « durable » (contrat à durée indéterminée ou contrat à durée déterminée d'au moins 6 mois). ■

Avertissement

Le bassin d'emploi est un découpage géographique correspondant aux zones de compétence d'une ou de plusieurs agence(s) Pôle emploi. Ce zonage est spécifique à Pôle emploi et ne doit pas être confondu avec les zones d'emploi de l'Insee.

Pour en savoir plus

- Site de Pôle emploi Aquitaine : www.observatoire-emploi-aquitaine.fr
- Site de la Direccte Aquitaine : www.aquitaine.direccte.gouv.fr

1 Taux de chômage trimestriel par département

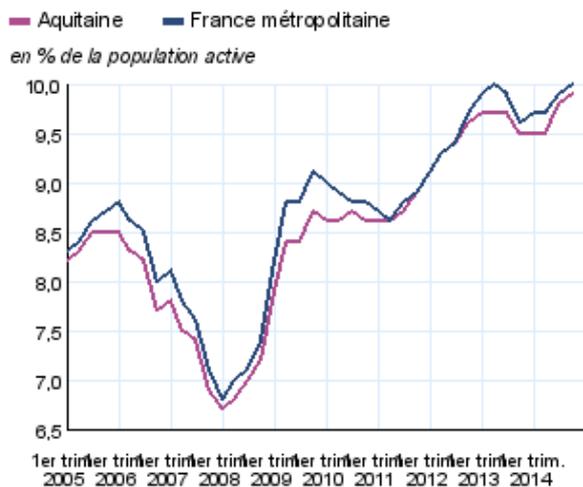
| Départements | en % de la population active | | | | | Évolution 2014 T4 / 2013 T4 (points de %) |
|-----------------------|------------------------------|------------|------------|------------|----------------|---|
| | 2013 T4 | 2014 T1 | 2014 T2 | 2014 T3 | 2014 T4 (p) | |
| Dordogne | 10,5 | 10,6 | 10,5 | 10,8 | 10,9 | 0,4 |
| Gironde | 9,7 | 9,7 | 9,8 | 10,0 | 10,1 | 0,4 |
| Landes | 9,4 | 9,5 | 9,5 | 9,7 | 9,8 | 0,4 |
| Lot-et-Garonne | 9,7 | 9,8 | 9,8 | 10,0 | 10,1 | 0,4 |
| Pyrénées-Atlantiques | 8,4 | 8,4 | 8,3 | 8,6 | 8,7 | 0,3 |
| Aquitaine | 9,5 | 9,5 | 9,5 | 9,8 | 9,9 | 0,4 |
| France métropolitaine | 9,6 | 9,7 | 9,7 | 9,9 | 10,0 | 0,4 |

p : données provisoires

Note : données CVS

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

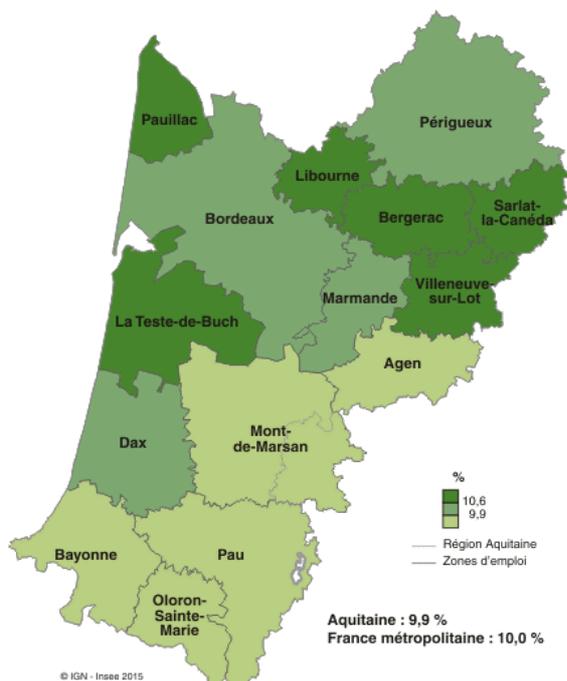
2 Évolution trimestrielle du taux de chômage



Note : données CVS

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

3 Taux de chômage par zone d'emploi en Aquitaine au 4^e trimestre 2014



Note : données provisoires - Zones d'emploi délimitation 2010

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

4 Demandeurs d'emploi en fin de mois en Aquitaine

| | Demandeurs d'emploi au 31/12/2014 (en milliers) | | Évolution 2014/2013 (en %)* | |
|-------------------------------|--|----------------|--------------------------------|----------------|
| | Catégories A, B, C | Catégorie A | Catégories A, B, C | Catégorie A |
| Hommes | 135,0 | 94,5 | 8,9 | 8,0 |
| Femmes | 148,6 | 91,9 | 7,3 | 5,2 |
| Moins de 25 ans | 44,1 | 30,2 | 5,6 | 4,8 |
| 25 à 49 ans | 176,9 | 113,3 | 7,5 | 5,5 |
| 50 ans ou plus | 62,7 | 43,0 | 11,6 | 11,1 |
| Inscrits depuis un an ou plus | 114,7 | nd | 13,7 | nd |
| Aquitaine | 283,6 | 186,5 | 8,1 | 6,6 |
| France métropolitaine | 5291,8 | 3552,9 | 6,4 | 5,4 |

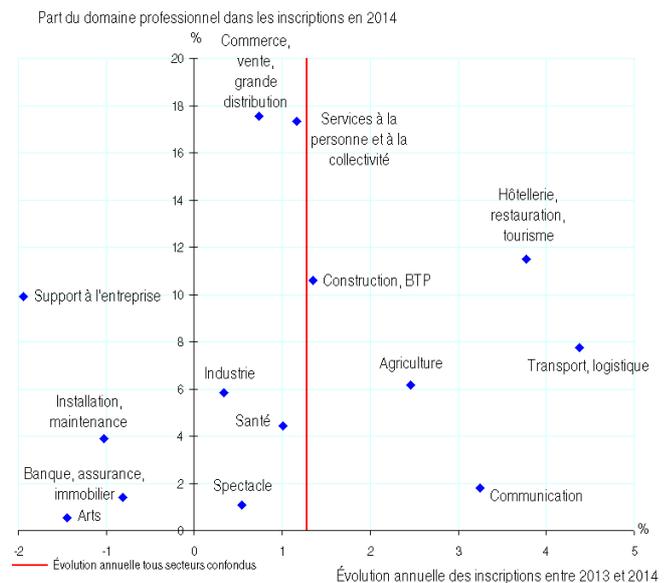
nd : données non disponibles

* : évolution de l'indicateur entre le 31/12/2013 et le 31/12/2014

Note : données brutes

Sources : Pôle emploi ; Dares

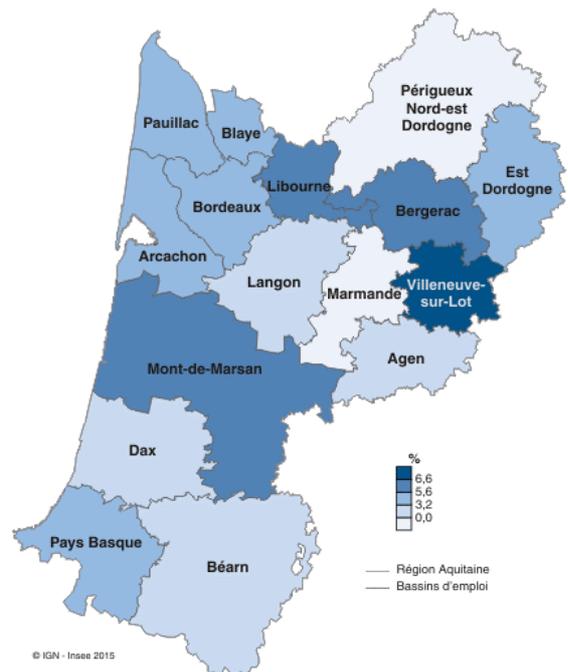
5 Évolution annuelle de la demande d'emploi enregistrée (DEE) selon le poids du secteur dans la DEE en 2014 en Aquitaine



Note : données brutes

Source : Pôle emploi, STMT

6 Évolution du nombre de reprises d'emploi par bassin d'emploi



Notes : données brutes

Évolution octobre 2012 - septembre 2013 / octobre 2013 - septembre 2014

Sources : Pôle emploi, fichier historique des demandeurs d'emploi ; Acoess - CCMSA, DPAE

Moins d'entrées en contrats aidés mais un nombre de bénéficiaires en hausse en 2014

En 2014, en Aquitaine, le nombre d'entrées en contrats aidés est en diminution. Il l'est en particulier pour celui des entrées en contrats uniques d'insertion tandis que le nombre de contrats d'emplois d'avenir signés est quasi stable. Globalement, le nombre de bénéficiaires en contrats aidés progresse. Au sein des dispositifs d'accompagnement des mutations économiques, le recours à l'activité partielle est en légère progression, mais le nombre de plans de sauvegarde de l'emploi est stable.

Jérôme Scarabello, Direccte Aquitaine

Moins d'entrées en contrat unique d'insertion en 2014

Afin de favoriser l'insertion professionnelle des personnes en difficulté sur le marché du travail, l'État subventionne des emplois dans le secteur non marchand - les CUI-CAE (contrats uniques d'insertion - contrats d'accompagnement dans l'emploi) - et, dans une moindre mesure, dans le secteur marchand - les CUI-CIE (contrats uniques d'insertion - contrats initiative emploi).

En Aquitaine, près de 17 000 contrats uniques d'insertion (CUI) ont été signés en 2014, dont 14 500 CUI-CAE dans le secteur public et associatif et 2 500 CUI-CIE dans le secteur marchand (*figure 1*). Le nombre d'entrées en CUI diminue ainsi de 23 % par rapport à 2013 (-25 % pour les CUI-CAE et -9,5 % pour les CUI-CIE), en raison notamment d'une substitution par les emplois d'avenir. Toutefois, le nombre de bénéficiaires de CUI reste stable.

3 800 « emplois d'avenir » signés en 2014

Les « emplois d'avenir » complètent la boîte à outils des dispositifs d'aide à l'emploi pour favoriser l'insertion professionnelle. Leur objectif est de promouvoir des contrats longs (3 ans) permettant la mise en œuvre d'actions de formation tout au long du contrat en ciblant les jeunes les plus éloignés de l'emploi. Ils sont réservés aux jeunes âgés de 16 à 25 ans peu ou pas qualifiés et aux personnes handicapées de moins de 30 ans.

Les critères d'accès peuvent évoluer en fonction du niveau de diplôme et du territoire de résidence du bénéficiaire.

Fin 2014, 3 800 emplois d'avenir pour l'insertion dans l'emploi et la formation des jeunes ont été signés en Aquitaine, soit une quasi-stabilité par rapport à 2013. En revanche, le nombre de bénéficiaires (« stock ») augmente de moitié entre fin 2013 et fin 2014 (*figure 2*).

Le contrat de génération est un autre dispositif d'aide à l'emploi visant à créer des binômes jeune-senior pour encourager l'embauche des jeunes et garantir le maintien dans l'emploi des seniors, tout en assurant la transmission des compétences et de l'expérience entre générations. Ce dispositif prévoit une aide financière pour toute embauche effectuée par les PME sous certaines conditions. En 2014, 1 800 demandes ont été reçues, concernant 1 300 entreprises de la région.

Légère hausse du recours à l'activité partielle

En période de difficulté, une entreprise peut réduire ou suspendre son activité. Le salarié, en situation d'activité partielle, continue de percevoir une rémunération, prise en charge en partie par l'État. Il peut également bénéficier d'actions de formation durant cette période d'activité partielle.

Le recours à l'activité partielle en 2014 est globalement supérieur à l'année précédente. Les heures consommées et les effectifs concernés augmentent : 1,19 million d'heures d'activité partielle

ont été consommées, soit 5 % de plus qu'en 2013 (*figure 3*). En moyenne, 2 000 salariés par mois étaient concernés par ce dispositif dans la région.

La hausse est marquée dans la fabrication de matériels de transport, dans les services à la personne et dans les activités de logistique-entrepôt. L'industrie automobile, du bois-papier et le BTP demeurent les plus gros consommateurs d'activité partielle.

Stabilité du nombre de plans de sauvegarde de l'emploi

En 2014, en Aquitaine, 21 entreprises ont mis en œuvre un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), un nombre stable par rapport à 2013. Le PSE vise à éviter les licenciements ou à en limiter le nombre. Il prévoit un plan de reclassement visant à faciliter le reclassement des salariés dont le licenciement ne pourrait être évité, notamment celui des salariés âgés ou présentant des caractéristiques sociales ou de qualification rendant leur réinsertion professionnelle particulièrement difficile.

En outre, 990 licenciements économiques collectifs ont été recensés en 2014 en Aquitaine dans 58 entreprises de moins de 10 salariés. Parmi ces entreprises, 38 étaient en situation de liquidation judiciaire. Près de 28 % de ces licenciements ont été opérés dans le secteur de la construction et 65 % dans la zone d'emploi de Bordeaux. ■

Pour en savoir plus

- Site de la Direccte Aquitaine : www.aquitaine.direccte.gouv.fr → Publications et statistiques
- Site de la Dares : www.travail-emploi.gouv.fr → Études, recherches, statistiques de la Dares

1 Nombre d'entrées dans les principales mesures d'accompagnement et d'aide à l'emploi en Aquitaine

| | 2013 | 2014 ^(p) | Évolution 2014/2013 (en %) |
|--|--------|---------------------|-------------------------------|
| Contrats en alternance | | | |
| Contrats de professionnalisation | nd | nd | /// |
| Contrats d'apprentissage du secteur privé | 12 586 | 12 452 | - 1,1 |
| Emplois aidés du secteur marchand | | | |
| Contrat unique d'insertion - Contrat initiative emploi (CUI-CIE) | 2 684 | 2 429 | - 9,5 |
| Emplois d'avenir | 650 | 1 010 | 55,4 |
| Emplois aidés du secteur non marchand | | | |
| Contrat unique d'insertion - Contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) ⁽¹⁾ | 19 469 | 14 532 | - 25,4 |
| Emplois d'avenir | 3 143 | 2 750 | - 12,5 |
| Mesures d'accompagnement des jeunes | | | |
| Contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) | 7 772 | 7 323 | - 5,8 |

p : données provisoires

nd : données non disponibles

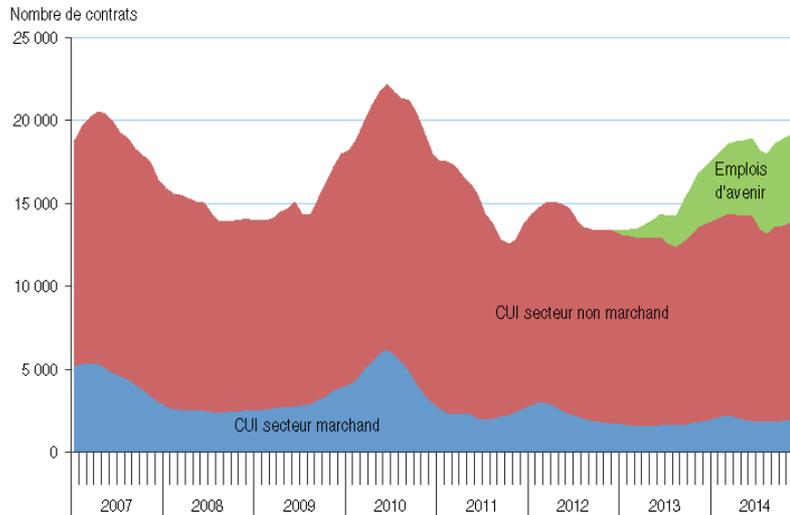
/// : absence de résultat due à la nature des choses

(1) : les contrats aidés CUI-CAE de 2013 ont une durée de 6 à 24 mois et ceux de 2014, une durée de 12 à 24 mois.

Note : extraction en avril 2015

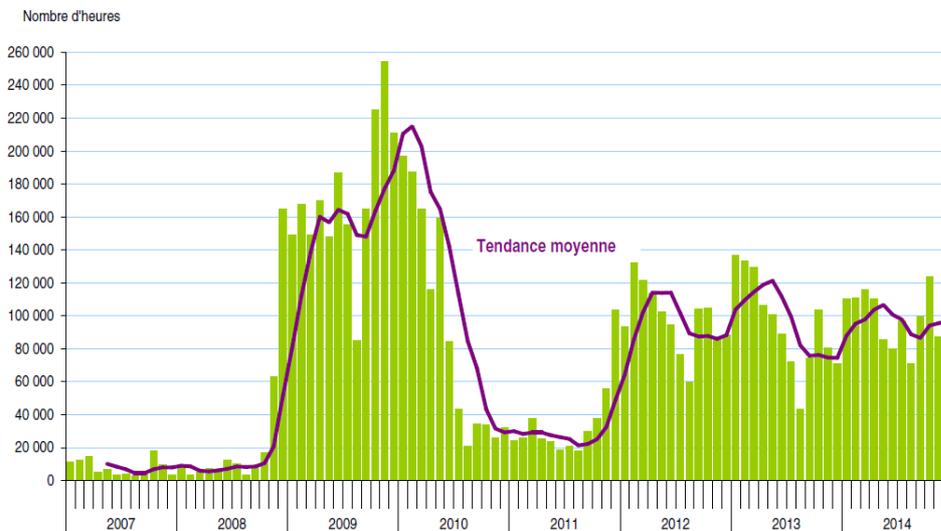
Source : Dares

2 Nombre de bénéficiaires de contrats aidés (stock) en Aquitaine



Source : Dares - ASP

3 Évolution mensuelle du nombre d'heures consommées d'activité partielle en Aquitaine



Source : Dares - ASP

Les créations d'entreprises s'essoufflent en 2014

Le nombre de créations d'entreprises poursuit sa progression en 2014 en Aquitaine mais à un rythme moins soutenu que l'année précédente. Les créations de sociétés ont toujours le vent en poupe. À l'inverse de 2013, les immatriculations d'auto-entreprises repartent à la hausse alors que celles des autres entreprises individuelles sont en repli. Les créations sont dynamiques dans les services, s'envolent dans l'industrie et baissent fortement dans la construction. Après deux années d'augmentation, le nombre de défaillances d'entreprises enregistrées au cours de l'année 2014 diminue.

Laurence Martin, Insee Aquitaine

En 2014, 30 900 entreprises sont créées en Aquitaine, soit une faible augmentation (+ 0,9 %) par rapport à 2013 contre + 2,6 % au niveau national (*figure 1*). La hausse régionale est aussi moins soutenue qu'en 2013 (+ 4,6 %). Toutefois, le taux de création se maintient à un haut niveau : 14,8 % en 2014, ce qui place l'Aquitaine en troisième position derrière le Languedoc-Roussillon et l'Île-de-France. La hausse des créations ne concerne pas tous les départements. Le nombre de créations augmente en Gironde, qui concentre plus de la moitié des créations régionales, ainsi que dans les Landes et en Dordogne. Il diminue sensiblement en Lot-et-Garonne et dans les Pyrénées-Atlantiques.

Les créations de sociétés ont le vent en poupe

En 2014, de plus en plus de créateurs aquitains choisissent de fonder leur entreprise sous forme de société, suivant ainsi la tendance nationale : respectivement + 3,9 % en Aquitaine et + 4,4 % en France métropolitaine par rapport à l'année précédente. Cette évolution s'observe dans quatre départements aquitains sur cinq, les créations sous forme de société en Lot-et-Garonne diminuant de 0,5 %. Ce statut ne concerne cependant qu'une entreprise créée sur quatre en Aquitaine (*figure 2*).

En 2014, les trois quarts des entreprises sont créées sous forme d'entreprise individuelle. Ces créations, hors auto-entreprises, baissent de 2,7 % en 2014, alors qu'elles avaient connu un regain en 2013. La diminution s'observe dans tous les départements aquitains, et plus particulièrement en Lot-et-Garonne (- 7,7 %) et dans les Landes (- 6,0 %). La moitié des créateurs aquitains optent pour le régime de l'auto-entreprise. Après une forte baisse en 2013, les créations d'auto-entreprises

progressent de 1,1 % en 2014, mais moins rapidement qu'en France métropolitaine (+ 3,5 %). Les nouveaux auto-entrepreneurs sont moins nombreux en 2014 en Lot-et-Garonne et dans les Pyrénées-Atlantiques (respectivement - 3,4 % et - 4,1 %).

Dynamisme dans les services

Le secteur des services aux particuliers concentre près du quart des créations régionales en 2014 (7 500 immatriculations). Il tire la croissance des créations (+ 3,0 % en 2014 après + 7,6 % en 2013) (*figure 3*). Dans ce secteur, seul le département des Pyrénées-Atlantiques enregistre une baisse des créations, alors que dans le même temps, celles-ci sont en très forte hausse en Dordogne (+ 14,2 %).

Dans les services aux entreprises, après trois années consécutives de diminution, les créations stagnent (+ 0,2 %) alors qu'elles progressent nettement en France métropolitaine (+ 4,0 %). Cette stabilité résulte d'une forte baisse dans les Landes (- 13,2 %), et dans une moindre mesure en Lot-et-Garonne (- 2,6 %), compensée par une croissance modérée dans les autres départements.

Envolée dans l'industrie et forte baisse dans la construction

Les créations dans l'industrie représentent 5,8 % des immatriculations enregistrées en 2014. Elles augmentent de 7,0 % en un an (+ 5,5 % en France métropolitaine). Après une année 2013 à la baisse, les créations industrielles progressent fortement dans les Landes (+ 19,6 %), en Dordogne (+ 12,6 %) et dans les Pyrénées-Atlantiques (+ 9,8 %). À l'inverse, elles diminuent sensiblement en Lot-et-Garonne (- 13,3 %). La création d'entreprises individuelles hors

auto-entreprises dans l'industrie s'accroît de 22,6 % en 2014.

Dans le secteur de la construction, les créations sont en diminution à l'échelle régionale (- 5,6 %) et dans tous les départements aquitains. Elles cumulent notamment cinq années consécutives de baisse en Dordogne et quatre dans les Landes. Les créations d'auto-entreprises, dont la part est plus faible dans la construction, continuent de chuter en 2014 (- 10,6 %), après une baisse de 31,5 % en 2013. Dans le secteur « commerce, transport, hébergement, restauration », les immatriculations d'entreprises aquitaines augmentent de 2,1 %. Les créations en Gironde et dans les Landes progressent respectivement de 4,5 % et 8,5 %. Elles sont en net recul en Dordogne (- 4,8 %), dans les Pyrénées-Atlantiques (- 2,4 %) et en Lot-et-Garonne (- 2,1 %).

Diminution des défaillances d'entreprises

En 2014, 3 300 défaillances d'entreprises sont enregistrées en Aquitaine, dont près de la moitié en Gironde. Après deux années consécutives de hausse, le nombre de défaillances d'entreprises diminue de 2,7 % en un an dans la région contre - 0,7 % au niveau national (*figure 4*). Le nombre de défaillances décroît fortement en Lot-et-Garonne et, dans une moindre mesure, dans les Landes et en Gironde. Il augmente dans les deux autres départements.

Les défaillances progressent dans l'industrie aquitaine (+ 4,7 %) alors qu'elles diminuent en France métropolitaine (- 2,6 %) (*figure 5*). Après deux années de hausse, les défaillances sont en diminution dans le secteur des services aux entreprises (- 8,0 %) et dans la construction (- 2,0 %). ■

Pour en savoir plus

Site de l'Insee : www.insee.fr → Thème Entreprises

1 Créations d'entreprises par département

| Départements | Évolution 2014/2013 | | | Ensemble | |
|-----------------------|---------------------|---|----------------------------|----------------------------|---------------------|
| | Sociétés | Entreprises individuelles hors auto-entreprises | Régime d'auto-entrepreneur | Créations en 2014 (nombre) | Évolution 2014/2013 |
| Dordogne | 6,8 | -1,8 | 2,3 | 3 125 | 1,8 |
| Gironde | 4,2 | -1,4 | 2,8 | 16 763 | 2,2 |
| Landes | 6,9 | -6,0 | 3,4 | 3 310 | 1,6 |
| Lot-et-Garonne | -0,5 | -7,7 | -3,4 | 2 286 | -3,7 |
| Pyrénées-Atlantiques | 2,1 | -2,7 | -4,1 | 5 374 | -2,1 |
| Aquitaine | 3,9 | -2,7 | 1,1 | 30 858 | 0,9 |
| France métropolitaine | 4,4 | -2,9 | 3,5 | 534 454 | 2,6 |

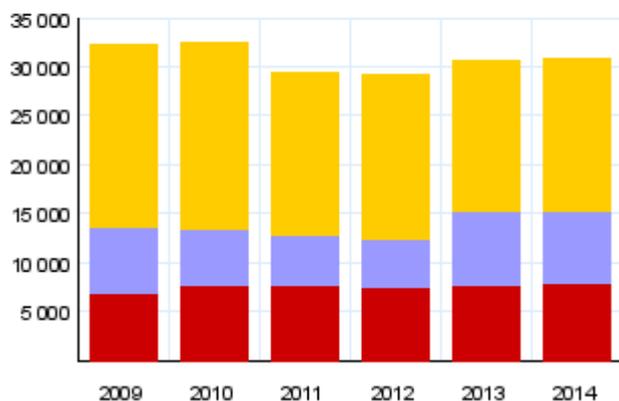
Note : données brutes

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

2 Créations d'entreprises dans la région Aquitaine

■ Sociétés
■ Entreprises individuelles hors auto-entreprises
■ Auto-entreprises



Note : nombre de créations brutes

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

4 Défaillances d'entreprises par département

| Départements | Défaillances 2014 (nombre) | Évolution 2014/2013 (%) |
|-----------------------|----------------------------|-------------------------|
| Dordogne | 413 | 1,7 |
| Gironde | 1 625 | -4,1 |
| Landes | 378 | -5,7 |
| Lot-et-Garonne | 298 | -15,3 |
| Pyrénées-Atlantiques | 617 | 8,1 |
| Aquitaine | 3 331 | -2,7 |
| France métropolitaine | 60 548 | -0,7 |

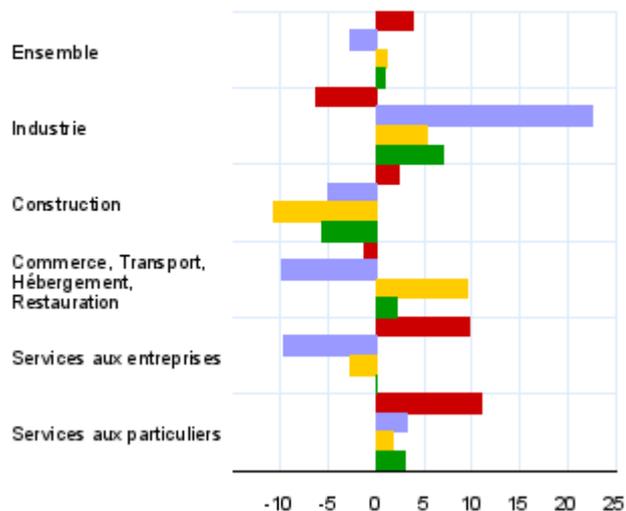
Note : données brutes, en date de jugement

Source : Banque de France, Fiben (extraction du 09/02/2015)

3 Évolution annuelle du nombre de créations d'entreprises entre 2013 et 2014 dans la région Aquitaine

■ Sociétés
■ Entreprises individuelles hors auto-entreprises
■ Auto-entreprises
■ Ensemble

en %



Note : données brutes

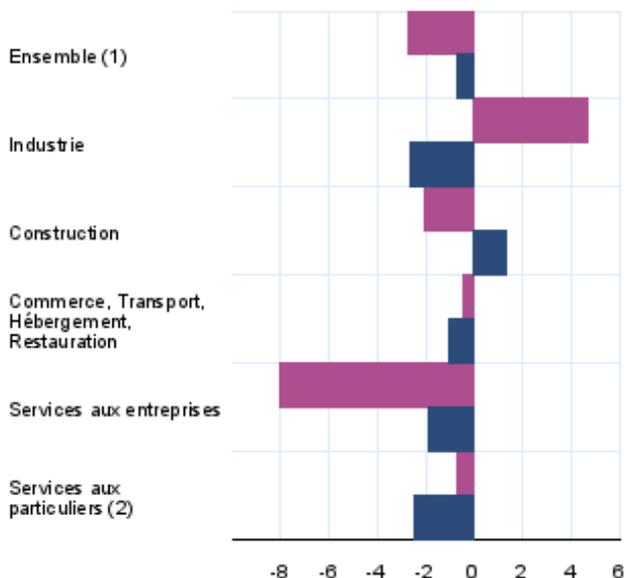
Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

5 Évolution annuelle des défaillances d'entreprises selon le secteur d'activité entre 2013 et 2014 dans la région Aquitaine

■ Aquitaine ■ France Métropolitaine

en %



(1) : y compris agriculture

(2) : hors administration publique, activités des ménages en tant qu'employeurs et activités extraterritoriales

Note : données brutes, en date de jugement

Source : Banque de France, Fiben (extraction du 09/02/2015)

Avec des disparités et un investissement en deçà des attentes, l'industrie résiste mais plafonne

Dans l'industrie et les services marchands, l'activité résiste mais plafonne en 2014. L'investissement, en deçà des attentes, s'essouffle. L'état d'esprit pour 2015 évolue cependant et les chefs d'entreprise envisagent un passage à l'offensive sur le chemin de l'investissement, soutenu par la demande étrangère. De même, si l'apathie des marchés a pesé sur les échanges dans le commerce de gros en 2014, une reconquête des marchés extérieurs en 2015 pourrait accompagner un retour à la croissance du chiffre d'affaires. En revanche, le BTP vient de traverser une année 2014 difficile et des perspectives encore moroses sont anticipées. Les performances sont à nouveau revues à la baisse avec son corollaire de réductions d'emplois, y compris permanents, qui pourraient s'intensifier.

Pôle études économiques, Direction des affaires régionales Banque de France

Consolidation progressive de l'activité industrielle

Dans l'industrie, la variation du chiffre d'affaires 2014 en euros courants par rapport à 2013 est de l'ordre de 0,1 %, soutenue par le rythme des livraisons dans l'aéronautique et les grandes entreprises du secteur pharmaceutique (*figure 1*). Les disparités entre entreprises demeurent importantes et globalement la sous-utilisation des capacités de production bride la mise en place du cycle vertueux : investissement, exportation, embauche.

Les exportations industrielles directes en Zone Euro ont soutenu l'activité. L'emploi stagne et l'optimisation des ressources humaines se traduit par une nouvelle contraction de l'intérim. Pourtant, près de 43 % des professionnels interrogés déclarent maintenir leur rentabilité d'une année sur l'autre et 35 % la voient progresser.

Contrairement aux prévisions, les investissements s'essouffent entre 2013 et 2014. Les réductions dans les dépenses d'installations productives interrogent sur la capacité des ateliers à suivre l'évolution technologique et à préserver leur compétitivité, à moins que les prévisions de dépenses d'équipements pour 2015 ne se confirment chez les plus grosses PME de la région (50 à 500 salariés).

En effet, fin 2014 et tout début 2015, pointe un frémissement de la demande. L'orientation des prévisions formulées par les industriels début mars 2015 confirme, par ailleurs, un regain de confiance.

Manque de dynamisme des prestations de services

En 2014, le chiffre d'affaires est stable par rapport à 2013 dans les services marchands (*figure 2*). L'emploi est préservé tant au niveau du personnel permanent que des intérimaires. Les investissements, déjà en repli en 2013, font à nouveau l'objet de reports.

Pour l'ensemble des entreprises interrogées, le solde d'opinions exprime une légère amélioration de la rentabilité en 2014, comme dans l'industrie.

Dans les activités informatiques et systèmes d'information ainsi que le transport routier, les chefs d'entreprises reconnaissent majoritairement une amélioration de leurs résultats, les transporteurs bénéficiant de la baisse du prix du carburant. La diminution des marges prévaut dans l'hébergement touristique, et elle s'est accentuée par rapport à 2013.

Un léger frémissement du volume d'affaires est attendu en 2015.

Année 2014 et perspectives difficiles pour le bâtiment-travaux publics

C'est l'atonie générale dans le bâtiment et les travaux publics en 2014. Si le gros œuvre parvient difficilement à se maintenir, le second œuvre perd plus de 2 % de son chiffre d'affaires (*figure 3*). Dans les travaux publics, les affaires marquent le pas (-3,9 %) en lien avec la baisse des appels d'offres en provenance des marchés publics. Cette diminution n'est pas compensée par la demande privée.

Dans un contexte peu porteur qui avive la concurrence, y compris de la part de pays limitrophes, les prix des devis sont âprement discutés et les marges se réduisent. Moins d'un quart des chefs d'entreprises interrogés ont vu leur rentabilité progresser en 2014.

Fléchissement du négoce en 2014 mais rétablissement prévu pour 2015

L'activité du commerce de gros s'est contractée en 2014 (-6 %), sur l'ensemble des segments. Cette dégradation concerne le marché intérieur mais plus particulièrement l'export (-17 %).

Cependant, les professionnels envisagent l'avenir avec plus de confiance : plus de la moitié annoncent une stabilité de leur rentabilité en 2015 et près de 30 % s'attendent à une amélioration.

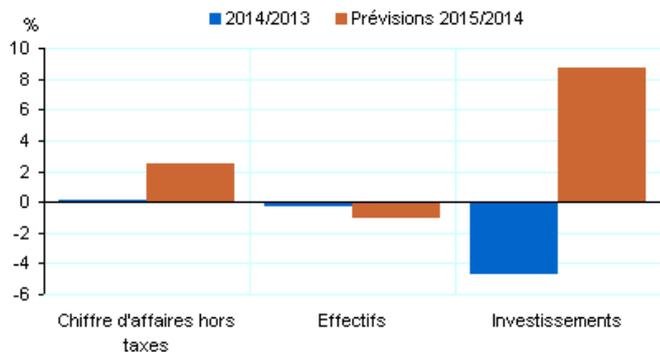
Croissance du financement des entreprises en 2014

Le rythme de croissance des crédits accordés aux entreprises demeure plus élevé en Aquitaine (+3,7 %) qu'en France (+2,6 %), mais l'avantage comparatif se réduit (*figure 4*). Si les crédits d'investissements progressent régulièrement (*figure 5*), le financement court terme plafonne et marque le pas sur le dernier trimestre. Les encours de crédits aux ménages poursuivent leur croissance, liée à l'attractivité du territoire et à la baisse des taux (*figure 6*). En revanche, les crédits à la consommation évoluent plus lentement, à un rythme identique en Aquitaine et au niveau national. ■

Pour en savoir plus

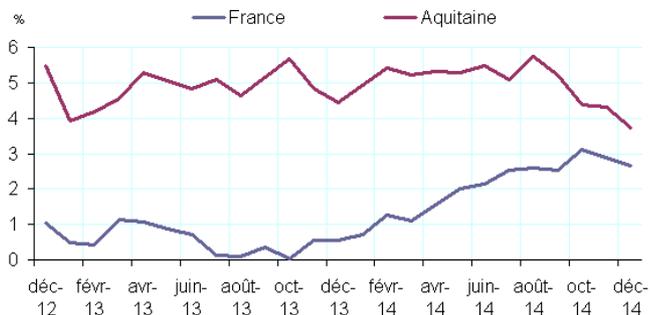
- Site de la Banque de France : www.banque-france.fr → Rubrique Économie et Statistiques / Conjoncture et croissance / Publications régionales / Aquitaine

1 Variations brutes dans l'industrie aquitaine et prévisions



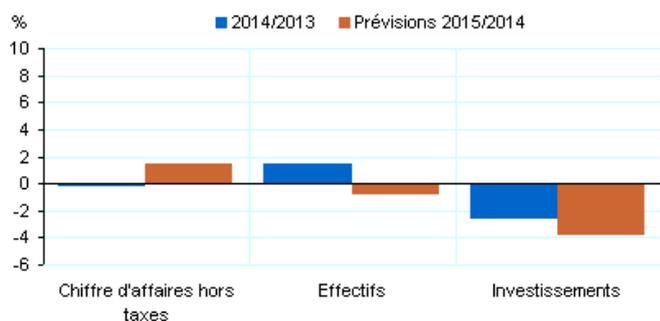
Source : Banque de France

4 Taux de variation, en glissement annuel, des encours de crédits mobilisés



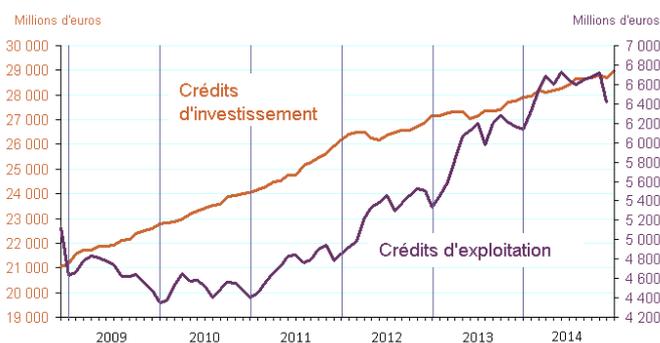
Source : Banque de France

2 Variations brutes dans les services marchands aquitains et prévisions



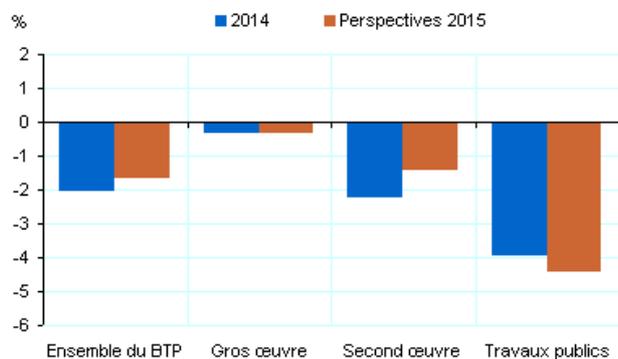
Source : Banque de France

5 Crédits d'investissement et d'exploitation aux entreprises en Aquitaine



Source : Banque de France

3 Évolution du chiffre d'affaires hors taxes du BTP aquitain en 2014 et perspectives en 2015



Source : Banque de France

6 Crédits à l'habitat et crédits à la consommation distribués aux ménages par les agences aquitaines



Source : Banque de France

En 2014, le solde commercial de l'Aquitaine devient déficitaire

En 2014, les exportations en Aquitaine se replient encore davantage alors qu'elles se stabilisent au niveau national : elles chutent de près de 6 % par rapport à l'année 2013, année déjà marquée par un recul de 4 % par rapport à 2012. La tendance baissière impacte également les importations, en diminution de 3 % après un léger rebond en 2013. Cette contraction plus accentuée des exportations creuse lourdement le solde habituellement excédentaire de la région. Au terme de l'année 2014, les échanges commerciaux de l'Aquitaine enregistrent un déficit de 385 millions d'euros. La dégradation touche notamment les secteurs phares des ventes. Dans ce contexte difficile, l'Espagne redevient le partenaire essentiel du commerce régional.

Philippe Guérin de Tourville, Direction régionale des Douanes de Bordeaux - Pôle action économique

Un commerce extérieur régional à la peine

En 2014, l'Aquitaine réalise 2,9 % des exportations et 2,5 % des importations nationales et se maintient au douzième rang des régions françaises, à l'export comme à l'import. Ses importations reculent de près de 3 % après une légère progression en 2013 (+ 0,4 %) (*figure 1*).

À l'exportation, le constat est encore plus sévère puisque la baisse est de 6 %, après -4,3 % en 2013 et -2 % en 2012 (*figure 2*). Cette chute des exportations déséquilibre les échanges de l'Aquitaine, jusque-là excédentaires, qui enregistrent un déficit de 385 millions d'euros en 2014.

Les exportations des produits phares en mode dégradé

En 2014, l'Aquitaine exporte pour 12,3 milliards d'euros. Six années auparavant, ses exportations s'élevaient à 14 milliards d'euros.

Ce mauvais résultat est dû pour l'essentiel à la détérioration des ventes dans les trois secteurs clés des exportations : boissons (-15 % en 2014, après -6 % en 2013), aéronautique et spatial (-21 %, après -5 %), produits de la culture et de l'élevage (-9 %) (*figure 3*).

Les exportations de vins chutent globalement de 16 %. La baisse affecte la plupart des principaux pays destinataires et notamment le Royaume-Uni (-40 %), premier client de l'Aquitaine pour ce produit. Les boissons alcooliques distillées sont elles en recul de 4 %, avec un effondrement des ventes vers les États-Unis et la Chine.

S'agissant des commandes aéronautiques, les principaux clients ont également réduit leur demande, et en premier lieu les États-Unis (-18 % par rapport à 2013), ce pays représentant à lui seul 72 % des exportations régionales dans ce secteur.

Les ventes de produits de la culture et de l'élevage baissent également en Aquitaine, comme au niveau national, dans un contexte d'abondance de la production mondiale, même si cela recouvre des situations très contrastées en fonction des couples produits/pays.

Les progressions à l'export concernent, pour l'essentiel, les produits chimiques de base (+1 % entre 2013 et 2014), les produits pharmaceutiques (+7 %), les équipements pour automobiles (+39 %).

Malgré la chute des exportations de vins, le secteur des boissons est en tête du palmarès 2014 des ventes de la région, devant la construction aéronautique et spatiale et les produits de la culture et de l'élevage.

Des importations globalement en retrait

Après un recul de près de 6 % en 2012 et un léger rebond en 2013, le chiffre des importations de l'Aquitaine se réduit à nouveau en 2014, de 3 %. La nette diminution des achats de produits pétroliers explique ce résultat : -21 % par rapport à 2013, alors que ce poste représente 16 % du total des importations. En effet, de nombreux produits, et non des moindres, sont importés à la hausse : produits chimiques de base et produits azotés (+0,4 %), produits de la construction automobile (+8 %), de la construction aéronautique (+10 %), produits pharmaceutiques (+7 %).

Malgré l'évolution à la baisse, les produits pétroliers restent le premier produit importé. Suivent les produits chimiques de base et produits azotés, avec une part de 8,9 %, les produits de la construction automobile (7 %), les produits de la construction aéronautique et spatiale (6,6 %) et les produits de la culture et de l'élevage (4,2 %).

L'Espagne redevient le premier partenaire de l'Aquitaine à l'export

Le montant global des exportations de l'Aquitaine vers l'Espagne en 2014 se renforce par rapport à 2013 (+7 %), principalement grâce à une hausse sur les produits sidérurgiques de base, premier poste à l'export vers l'Espagne (+7 %), les papiers et cartons (+13 %) et les parties de véhicules, dont les ventes font plus que tripler (*figure 4*). A contrario, les ventes vers les États-Unis chutent de 14 % et celles vers le Royaume-Uni de 19 %.

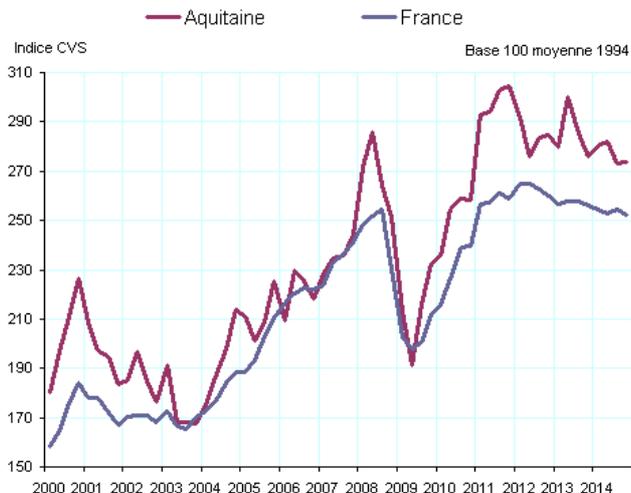
L'Espagne reprend la première place au classement des pays clients de l'Aquitaine en 2014, avec une part proche de 16 % (*figure 5*). Elle y précède les États-Unis que suivent l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie, dans cet ordre. À l'importation, l'Espagne devance les États-Unis, l'Allemagne, la Chine, et l'Italie. Le Royaume-Uni, avec lesquels les échanges à l'import ont diminué de moitié, rétrograde à la dixième place du palmarès des pays fournisseurs.

À l'exportation, les cinq premiers pays clients reçoivent 55 % des flux de marchandises. À l'importation, les cinq têtes de liste en concentrent 52 %. ■

Pour en savoir plus

Site des Douanes : <http://lekiosque.finances.gouv.fr>

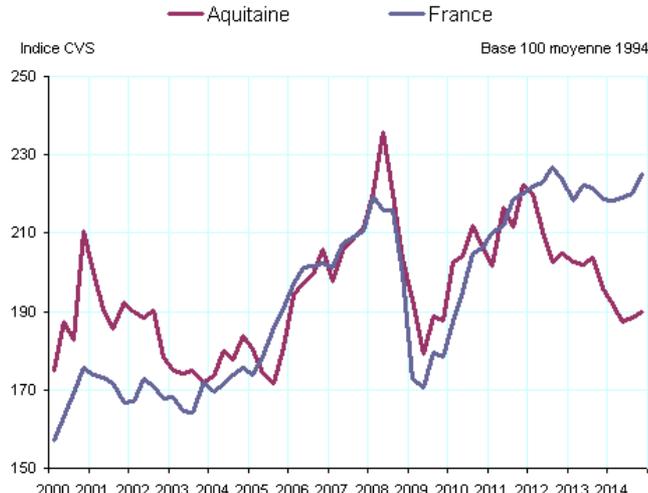
1 Évolution trimestrielle des importations en valeur



Note : Les importations sont comptées en valeur CAF (coût, assurance, fret), hors matériel militaire.

Source : Direction régionale des Douanes de Bordeaux

2 Évolution trimestrielle des exportations en valeur



Note : Les exportations sont comptées en valeur FAB (franco à bord), hors matériel militaire.

Source : Direction régionale des Douanes de Bordeaux

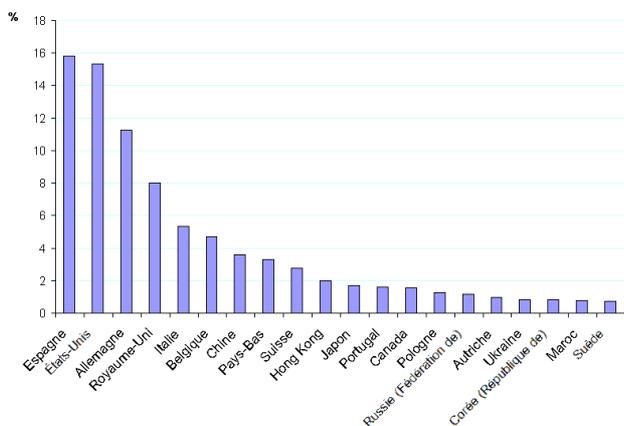
3 Exportations et importations par produits en Aquitaine en 2014

| Nomenclature agrégée A17 | Exportations | | | Importations | | |
|---|-------------------------|-------------------------|--------------|-------------------------|-------------------------|--------------|
| | 2014 (millions d'euros) | Évolution 2014/2013 (%) | Part (%) | 2014 (millions d'euros) | Évolution 2014/2013 (%) | Part (%) |
| AZ Produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture | 1 201 | - 8,3 | 9,8 | 650 | - 0,1 | 5,1 |
| <i>dont produits de la culture et l'élevage</i> | 1 136 | - 8,5 | 9,3 | 530 | - 2,2 | 4,2 |
| C1 Produits des industries agroalimentaires (iaa) | 3 128 | - 11,0 | 25,5 | 1 319 | - 0,1 | 10,4 |
| <i>dont boissons</i> | 2 017 | - 15,5 | 16,4 | 320 | - 6,6 | 2,5 |
| C2 Produits pétroliers raffinés et coke | 30 | 909,7 | 0,2 | 1 999 | - 20,5 | 15,8 |
| C3 Équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique | 784 | - 0,5 | 6,4 | 1 669 | - 2,8 | 13,2 |
| C4 Matériels de transport | 2 252 | - 10,7 | 18,3 | 1 928 | 8,7 | 15,2 |
| <i>dont produits de la construction aéronautique et spatiale</i> | 1 679 | - 20,7 | 13,7 | 842 | 10,3 | 6,6 |
| C5 Autres produits industriels | 4 611 | 0,6 | 37,6 | 4 928 | 1,1 | 38,9 |
| DE Hydrocarbures naturels, autres produits des industries extractives, électricité, déchets | 228 | - 11,0 | 1,9 | 112 | - 8,2 | 0,9 |
| Autres (produits de l'édition, plans techniques, objets d'art, ...) | 45 | - 15,8 | 0,4 | 72 | - 0,2 | 0,6 |
| Ensemble | 12 278 | - 5,8 | 100,0 | 12 678 | - 2,8 | 100,0 |

Note : Les importations sont comptées en valeur CAF (coût, assurance, fret), les exportations FAB (franco à bord), les données ne comprennent pas le matériel militaire.

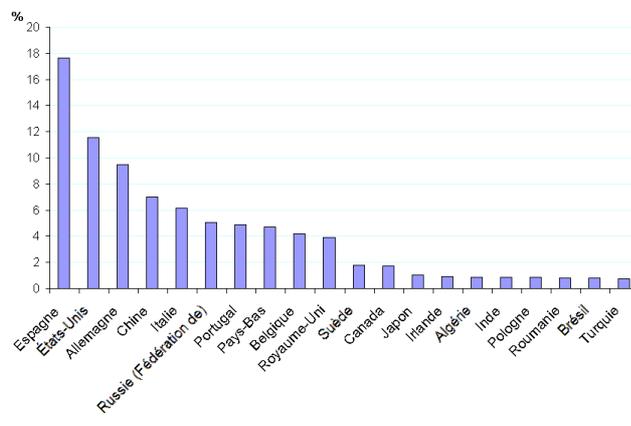
Source : Direction régionale des Douanes de Bordeaux, Exploitation base de données BEANET d'avril 2015

4 Exportations de l'Aquitaine en 2014, répartition par principaux pays



Source : Direction régionale des Douanes de Bordeaux

5 Importations de l'Aquitaine en 2014, répartition par principaux pays



Source : Direction régionale des Douanes de Bordeaux

2014, des niveaux de production meilleurs qu'en 2013

En 2014, en Aquitaine, des conditions météorologiques très contrastées ont perturbé les semis et les récoltes de céréales à paille, entraîné une forte hétérogénéité dans les productions de fruits et légumes, mais ont permis d'excellents rendements en maïs. L'été indien a offert des conditions de vendanges idéales à la qualité. Globalement, les productions animales régressent encore en 2014. Seule la filière avicole consolide les acquis de 2013. Les coûts de production sont orientés à la baisse. Les exportations de produits agricoles de l'Aquitaine restent sur une tendance au repli, essentiellement à cause des exportations de vins.

Alain Irribaren, Draaf Aquitaine

Une production de maïs en forte hausse

En 2014, les semis en céréales à paille ont souvent été retardés et les rendements en maïs ont été favorisés voire exceptionnels. Les conditions climatiques estivales ont été globalement favorables au développement des grandes cultures mais localement néfastes à la qualité de certains blés. Avec des rendements généralement en hausse (97 q/ha de moyenne contre 74 en 2013), la production de maïs est élevée : plus de 3,2 millions de tonnes contre 2,4 pour la précédente campagne. Mais elle ne compense pas la chute des cours (*figure 1*).

Des fourrages de qualité

La production régionale de fourrage pour 2014 présente des disparités, beaucoup moins marquées cependant qu'en 2013, entre les départements de la région. En Dordogne, Gironde, Landes et Lot-et-Garonne, les rendements (6 t/ha) sont supérieurs de 20 % à la moyenne des cinq dernières années. La qualité est également au rendez-vous.

De meilleurs rendements pour la prune à pruneau

En ce qui concerne les fruits, l'année 2014 est marquée par une situation très hétérogène d'une production à une autre. La pomme enregistre une importante alternance (irrégularité) de la production. Pour le kiwi, la campagne 2014 annonçait des volumes prometteurs, revus à la baisse après la récolte.

Grâce à de meilleurs rendements, entre 30 000 et 35 000 tonnes de pruneaux ont été produites en Aquitaine.

La production de noix, deuxième verger d'Aquitaine après la prune à pruneau en matière de surface, progresse par rapport à 2013, mais demeure encore faible.

Surfaces en carotte et tomate en repli

Pour la carotte d'Aquitaine, qui représente près de la moitié de la production nationale, les superficies comme les rendements sont en repli sur la région en 2014. Pour le melon et la fraise, la campagne demeure hétérogène, pour la laitue, elle est décevante. Pour la tomate, les volumes progressent malgré des surfaces en retrait.

Vins : un marché du vrac en net repli

La très petite récolte viticole de 2013 a impacté fortement le revenu des viticulteurs. En 2014, si la commercialisation chute moins que la vendange, c'est en grande partie dû à un effet de déstockage. Les viticulteurs ont puisé dans leur stock, au plus bas fin juillet, compensant en partie la perte de disponible. Mais les disponibilités risquent de rester insuffisantes pour la campagne de commercialisation 2014/2015. À fin février 2015, en cumul sur les sept premiers mois de campagne, les volumes enregistrés pour les contrats de bordeaux rouge en vrac sont en repli d'un quart par rapport aux mêmes mois de la campagne précédente (*figure 2*).

À fin janvier 2015, les contrats de bergerac blanc sec en vrac, en cumul à mi-campagne, se replient des deux tiers (*figure 3*). En 2014, le potentiel de récolte s'est avéré finalement moyen en volume, mais la météo favorable de l'arrière-saison permet d'espérer un millésime qualitativement élevé. Les exportations de vins poursuivent leur tendance à la baisse tant en volume qu'en valeur.

Bonne santé de la filière avicole

La filière avicole confirme sa bonne santé, tant sur le marché intérieur qu'à l'export, grâce aux productions de poulets labellisés et de foie gras. Les abattages de volailles et palmipèdes sont en hausse par rapport à 2013. Ce secteur dégage une valeur de production supérieure à celle du reste de l'élevage. L'activité des abattoirs est en repli sur les principales productions animales. En 2014, les livraisons régionales de lait continuent de se contracter (*figure 4*). La production de la filière porcine augmente mais avec un effet baissier sur les cours.

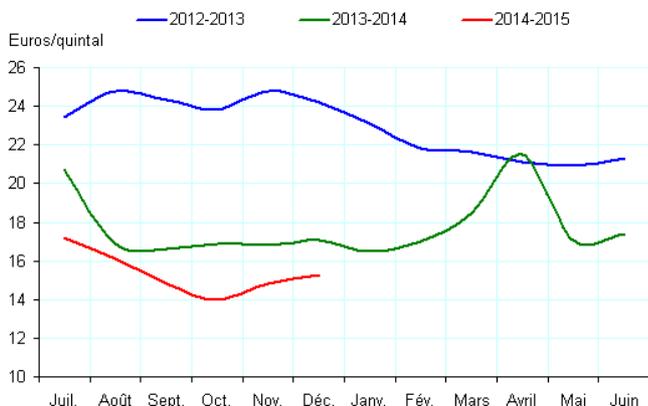
Les prix d'achat des intrants repartent à la baisse

Côté coûts de production, en 2014, après une hausse légère sur les cinq premiers mois de l'année, les prix d'achat des intrants repartent à la baisse en juin. En 2014, la baisse est de 1,8 % (*figure 5*). Le commerce extérieur se replie, suite à une moindre valorisation des exportations céréalières et viticoles. ■

Pour en savoir plus

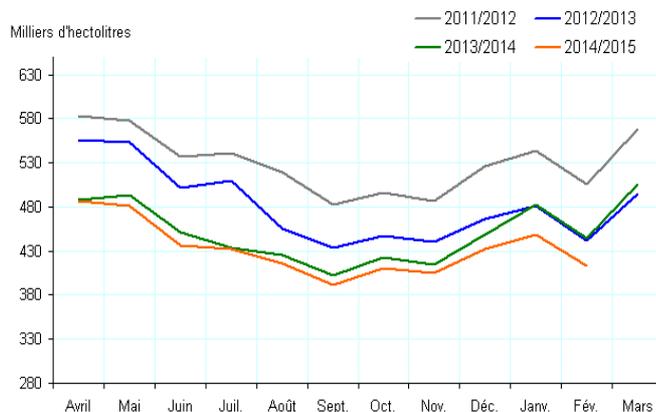
- Site de l'Agriculture : www.agriculture.gouv.fr
- Site de la Draaf Aquitaine : draaf.aquitaine.agriculture.gouv.fr → Rubrique Données statistiques

1 Évolution du cours du maïs rendu par campagne – cotation Sud-Ouest



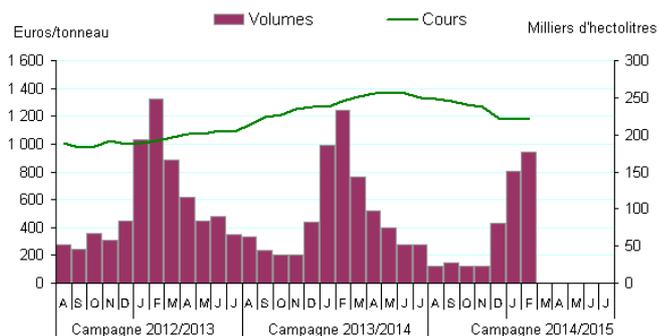
Source : FranceAgriMer

4 Évolution des livraisons de lait de vache par campagne en Aquitaine



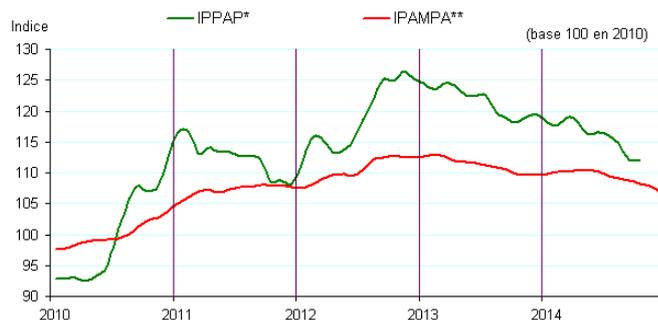
Source : SSP/FAM, enquête SML LAIT

2 Cotations et volumes mensuels du bordeaux rouge vrac



Source : CIVB

5 Évolution des prix payés aux producteurs et des coûts de production entre 2010 et 2014 en Aquitaine

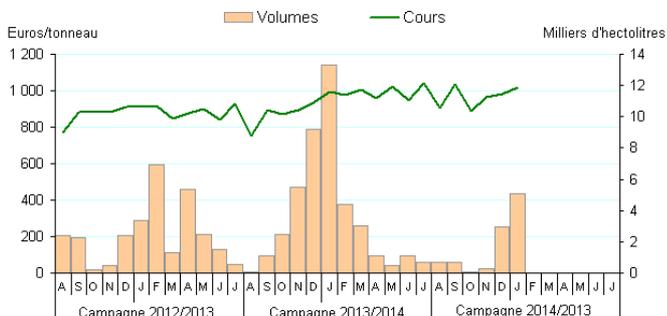


*IPPAP : indice des prix payés aux producteurs

**IPAMPA : indice des prix d'achat des moyens de production agricole

Sources : Agreste ; Insee

3 Cotations et volumes mensuels du bergerac blanc sec



Source : CIRVB

La situation du secteur de la construction se dégrade encore en 2014

En 2014, en Aquitaine, la situation du secteur de la construction continue de se dégrader avec une chute de 20 % des autorisations à la construction et un repli de 4 % des mises en chantier. Ces baisses se sont accentuées par rapport à celles observées en moyenne au cours des cinq années précédentes. Les surfaces de locaux non résidentiels autorisés à la construction pâtissent aussi de cette situation et diminuent de 15 %, celles des exploitations agricoles et forestières sont les plus affectées. Les ventes de logements neufs reculent et le prix moyen des maisons comme des appartements est en léger repli.

Thomas Patenotte, Dreal Aquitaine

En 2014, 25 600 logements sont autorisés à la construction en Aquitaine soit 19,3 % de moins qu'en 2013 (*figure 1*). Cette baisse est particulièrement prégnante en regard de la tendance moyenne entre 2008 et 2013 (-1,2 %). Sur ces cinq années précédentes, l'Aquitaine a plutôt mieux résisté que le niveau national (-2,5 % par an), mais elle subit en 2014 un repli plus marqué (-10,6 % en France métropolitaine) (*figure 2*). Le recul des autorisations en 2014 touche davantage les logements collectifs que les individuels.

Il concerne les cinq départements aquitains. La Gironde est particulièrement marquée avec un recul de 26 %, alors que l'activité était restée dynamique auparavant (+3 % par an en moyenne entre 2008 et 2013). Le Lot-et-Garonne subit aussi une forte baisse, -22 %, confortant la tendance des cinq années précédentes (-17 % en moyenne/an). La baisse est plus faible dans les Pyrénées-Atlantiques : -6,5 %.

Moindre repli des mises en chantier que des autorisations à la construction

Dans la région, 25 800 logements ont été commencés en 2014, soit 4,1 % de moins qu'en 2013. Cette baisse est moins forte que celle des autorisations à la construction. Elle est aussi quasiment trois fois moins importante que le recul des mises en chantier en France métropolitaine (-11 %). Par contre, entre 2008 et 2013, le nombre de logements commencés diminue en moyenne de 2,5 % par an en Aquitaine tandis qu'il se maintient au niveau national.

La baisse des mises en chantier affecte fortement la Dordogne et le Lot-et-Garonne où elle s'est amplifiée, avec un repli de près de 30 % en 2014 contre environ -10 % en moyenne par an entre 2008 et 2013. Ces deux départements représentent 10 % des logements commencés dans la région. Dans les Landes, le repli est de 23 %. Le nombre de mises en chantier peine à se maintenir en Gironde. Dans les Pyrénées-Atlantiques, il progresse de 15 %, inversant la tendance des cinq années précédentes (-4 % en moyenne/an).

La construction de locaux en chute

Avec 2,341 millions de m², les surfaces de locaux non résidentiels autorisés à la construction sont également en forte baisse (-15,1 %) en 2014, alors que le secteur était resté dynamique les cinq années précédentes (+2,7 % par an) (*figure 3*). Comme pour le logement, sur la période 2008-2013, la tendance était plus favorable en Aquitaine qu'au niveau national, mais la chute y est plus marquée en 2014 (-11,5 % en France métropolitaine) (*figure 4*).

Les exploitations agricoles et forestières constituent les principales constructions de locaux non résidentiels (près de 40 % des surfaces autorisées). Elles sont aussi les plus affectées par la baisse de l'activité en 2014 (-22,5 %) alors qu'elles étaient parmi les plus dynamiques auparavant (+9,4 % par an entre 2008 et 2013). C'est également le cas des locaux de service public ou d'intérêt collectif (-23,7 % contre +6,9 % les années précédentes) et

dans une moindre mesure des locaux de commerce (-15,5 % contre +6,7 %).

Baisse de la commercialisation de logements neufs

En 2014, la commercialisation de logements neufs diminue par rapport à 2013 (*figure 5*), pour les appartements - qui constituent neuf ventes sur dix - comme pour les maisons (*figure 6*). Alors que le marché des appartements neufs était plus dynamique en Aquitaine qu'en France métropolitaine au cours des cinq années précédentes (+11,2 % par an contre +3,5 %), la baisse est plus brutale en 2014 : -7,2 % contre -2,4 %.

Un nouveau mode de comptabilisation des logements neufs

Depuis janvier 2015, le ministère en charge du logement a modifié son système de comptage des logements mis en chantier. L'ancien système reposait sur le dénombrement des permis de construire transmis, parfois avec retard, par les organismes chargés de leur instruction (essentiellement des collectivités locales, mais aussi l'État pour des communes rurales). Des modifications réglementaires et des écarts de plus en plus grands entre autorisations et mises en chantier ont conduit le ministère à élaborer un modèle permettant d'estimer tous les mois les nouvelles mises en chantier. Il en est ressorti le constat que les chiffres publiés antérieurement étaient sous-estimés et sensibles aux aléas de la collecte. Pour l'Aquitaine, la nouvelle série montre un recul de 19 % du nombre de logements autorisés entre 2014 et 2013 contre -26 % avec l'ancienne série.

Pour en savoir plus

- Site du Service de l'Observation et des statistiques (MEDDE) : www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr → Données en ligne → Logement-Construction
- Site de la Dreal Aquitaine : www.aquitaine.developpement-durable.gouv.fr → Partager les connaissances / Cartes, données et publications / Observation & Statistiques / Logement-Construction

1 Logements autorisés par département

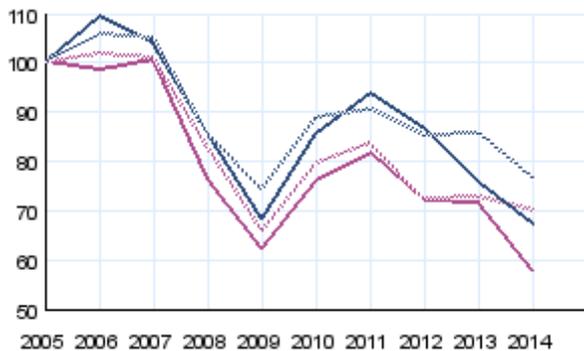
| | Logements en 2014 (nombre) | Évolution 2014/2013 | Évolution annuelle moyenne 2013/2008 (1) | en% |
|-----------------------|----------------------------|---------------------|--|-------------|
| Dordogne | 1 700 | -14,8 | | -12,2 |
| Gironde | 13 300 | -26,2 | | 3,0 |
| Landes | 3 100 | -10,2 | | -4,4 |
| Lot-et-Garonne | 1 100 | -21,8 | | -17,5 |
| Pyrénées-Atlantiques | 6 400 | -6,5 | | 1,9 |
| Aquitaine | 25 600 | -19,3 | | -1,2 |
| France métropolitaine | 356 800 | -10,6 | | -2,5 |

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu la construction de logements, pour le département ou la région, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.
 Note : données brutes provisoires arrondies à la centaine en date réelle. Les évolutions sont calculées sur données non arrondies.
 Champ : France métropolitaine
 Source : SOeS, Sit@del2, estimations à fin février 2015

2 Évolution de la construction de logements

- Logements autorisés - Aquitaine
- Logements commencés - Aquitaine
- Logements autorisés - France métropolitaine
- Logements commencés - France métropolitaine

en indice base 100 en 2005



Note : données brutes provisoires arrondies à la centaine en date réelle
 Champ : logements individuels et collectifs
 Source : SOeS, Sit@del2, estimations à fin février 2015

3 Construction autorisée de locaux non résidentiels, selon le type

| | Aquitaine | | | France métropolitaine | | |
|---------------------------------------|--|---------------------|--|-----------------------|--|-----|
| | Surfaces autorisées en 2014 (milliers de m²) | Évolution 2014/2013 | Évolution moyenne annuelle 2013/2008 (1) | Évolution 2014/2013 | Évolution moyenne annuelle 2013/2008 (1) | en% |
| Artisanat | 90,0 | -13,4 | 27,7 | 5,2 | 42,1 | |
| Bureaux | 203,0 | 11,8 | -7,0 | -22,3 | -1,5 | |
| Commerce | 304,0 | -15,5 | 6,7 | -14,1 | 0,6 | |
| Entrepôt | 278,0 | -7,7 | -3,4 | 8,3 | -6,6 | |
| Exploitation agricole ou forestière | 862,0 | -22,5 | 9,4 | -13,5 | -2,0 | |
| Hébergement hôtelier | 70,0 | -5,9 | 4,6 | -16,1 | 3,5 | |
| Industrie | 182,0 | 12,1 | -16,6 | -2,0 | -14,9 | |
| Service public ou d'intérêt collectif | 351,0 | -23,7 | 6,9 | -19,7 | -0,9 | |
| Ensemble | 2 341,0 | -15,1 | 2,7 | -11,5 | -3,1 | |

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu la construction de locaux, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.
 Note : données brutes provisoires en date réelle
 Source : SOeS, Sit@del2, estimations à fin février 2015

4 Évolution de la construction de locaux non résidentiels

- Locaux autorisés - Aquitaine
- Locaux commencés - Aquitaine
- Locaux autorisés - France métropolitaine
- Locaux commencés - France métropolitaine

en indice base 100 en 2005



Note : données brutes provisoires en date réelle
 Source : SOeS, Sit@del2, estimations à fin février 2015

5 Évolution de la commercialisation de logements neufs dans la région Aquitaine

- Logements neufs disponibles en fin d'année
- Logements neufs mis en vente
- Logements neufs vendus (réservés)

en indice base 100 en 2005



Note : données brutes
 Champ : permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers ; France métropolitaine
 Source : SOeS, enquête ECLN

6 Ventes des maisons et des appartements neufs

| | Aquitaine | | | France métropolitaine | | |
|---------------------------|----------------------------------|---------------------|--|----------------------------------|---------------------|--|
| | En 2014 (nombre ou prix en euro) | Évolution 2014/2013 | Évolution moyenne annuelle 2013/2008 (2) | En 2014 (nombre ou prix en euro) | Évolution 2014/2013 | Évolution moyenne annuelle 2013/2008 (2) |
| Maisons neuves | | | | | | |
| Nombre de ventes (1) | 491 | -9,4 | -6,7 | 7 263 | -17,6 | -3,9 |
| Prix moyen par maison | 216 551 | -1,2 | 1,1 | 252 614 | 2,0 | -0,2 |
| Appartements neufs | | | | | | |
| Nombre de ventes (1) | 5 338 | -7,2 | 11,2 | 78 558 | -2,4 | 3,5 |
| Prix moyen au m² | 3 602 | -0,3 | 3,9 | 3 862 | -0,4 | 3,0 |

(1) : réservations avec dépôt d'arrhes
 (2) : taux d'évolution annuel qu'auraient connu le nombre de ventes ou le prix moyen si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée
 Champ : permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers ; France métropolitaine
 Source : SOeS, enquête ECLN

Un bilan touristique aquitain stable en 2014

En 2014, la fréquentation globale des hôtels et campings aquitains est quasi stable par rapport à 2013. En Aquitaine, l'hôtellerie de plein air progresse malgré la météo défavorable de la saison estivale. La fréquentation hôtelière fléchit sur l'année dans les départements aquitains, à l'exception de celui de la Dordogne. La clientèle étrangère dynamise l'activité touristique alors que la clientèle française est en repli.

Yvette Willm, Insee Aquitaine

En 2014, 7,5 millions de clients ont passé 23,7 millions de nuitées dans les hôtels et campings aquitains (*figure 1*). Après un bilan satisfaisant en 2013, l'activité touristique aquitaine stagne (-0,1 %) en 2014, mais reste d'un bon niveau (*figure 2*). En France métropolitaine, cette baisse est plus marquée (-0,8 %). La fréquentation hôtelière régionale, exprimée en nuitées, diminue de 1,3 % par rapport à l'année 2013, alors que celle des campings augmente de 0,7 %. Les touristes sont venus plus nombreux mais pour des séjours plus courts, peut-être en raison d'un resserrement du budget des ménages. Le nombre de nuitées des clients français recule de 1,3 %, mais celui des touristes résidant à l'étranger croît de 3,6 %.

Un bilan positif pour les campings

De mai à septembre 2014, 2,3 millions de campeurs séjournent en Aquitaine, soit 4 % de plus qu'en 2013. Ils passent 14,8 millions de nuitées en camping, soit une hausse de 0,7 %, contre +0,3 % au niveau national. La bonne tenue de l'activité des campings sur la saison 2014 est due au retour de la clientèle française, en retrait la saison précédente, qui assure sept nuitées sur dix. Sa fréquentation progresse plus modestement que celle de la clientèle étrangère. Les campeurs étrangers viennent presque exclusivement d'Europe, notamment d'Allemagne et des Pays-Bas. La fréquentation des Allemands reste stable, alors que celle des Néerlandais baisse de 3 %. La saison est surtout marquée par l'essor de la clientèle espagnole (+33 %). Quels que soient le type d'emplacement, la catégorie, le département ou la provenance, les campeurs séjournent en moyenne moins longtemps lors de cette saison 2014.

Le littoral attire les campeurs

Les campings du littoral aquitain regroupent plus des deux tiers des nuitées de l'hôtellerie de plein air. La côte landaise concentre la moitié des nuitées passées sur le littoral aquitain. Contrairement à la saison 2013, la fréquentation augmente dans les zones balnéaires alors qu'elle diminue dans les zones intérieures. Seule la côte basque enregistre une légère baisse de fréquentation. La fréquentation des campings baisse de 0,8 % en Dordogne et 7,7 % en Lot-et-Garonne. En revanche, elle progresse dans les trois départements côtiers. La hausse des nuitées est plus soutenue en Gironde et dans les Landes que dans les Pyrénées-Atlantiques (*figure 3*). Les campings des Landes offrent la plus grande capacité d'accueil de la région, et poursuivent leur essor en 2014. Ils concentrent 37 % des nuitées des campings de la région.

Toujours plus de confort attendu

Le taux d'occupation des campings croît avec le niveau de confort. En Aquitaine, il est en moyenne de 37,4 %, mais de 29,8 % pour les campings 1 ou 2 étoiles contre 39,4 % pour les 3, 4 ou 5 étoiles. Comme au plan national, les campings « haut de gamme » prédominent dans la région en 2014. Ils concentrent 85 % des nuitées (*figure 4*). Cette montée en gamme de l'hôtellerie de plein air résulte en partie du nouveau classement des hébergements touristiques effectif depuis juillet 2012. Sur la saison 2014, la hausse de fréquentation dans les campings est plus marquée sur les emplacements nus (+0,9 %) que sur les emplacements équipés (+0,5 %).

L'activité hôtelière fléchit en 2014

La fréquentation des hôtels aquitains en 2014 ne confirme pas la hausse observée en 2013. Sur un an, les nuitées françaises reculent de 3,7 % alors que celles des étrangers augmentent de 11 %. Ces derniers ne réalisent que 19 % des nuitées hôtelières en Aquitaine contre 37 % en France métropolitaine. La poursuite de la classification des hébergements conduit à modifier la structure du parc, faisant chuter la fréquentation des hôtels non classés (-20 %) alors que celle des hôtels classés augmente (+1,8 %) (*figure 5*). Elle progresse légèrement dans les 1 et 2 étoiles et les 3 étoiles. La hausse est plus marquée dans les 4 et 5 étoiles (+5 %), qui bénéficient plus nettement de la progression de la clientèle étrangère (+13,6 %). Le taux moyen annuel d'occupation des hôtels aquitains s'établit à 53,7 % (54,5 % en 2013). Ce taux est de 63,9 % sur la saison de mai à septembre. En Aquitaine, avec 186 000 nuitées de moins qu'en 2013, la part de la clientèle venue pour motif professionnel recule de 1,5 point et s'établit à 43,1 % en 2014.

La Dordogne tire son épingle du jeu

En 2014, la fréquentation hôtelière augmente seulement en Dordogne, après le recul observé en 2013, tandis qu'elle diminue dans les autres départements aquitains (*figure 6*). L'hôtellerie de tourisme en Gironde enregistre une légère baisse de fréquentation (-0,4 %) par rapport à 2013. Elle concentre 43 % des nuitées passées en Aquitaine. Les Pyrénées-Atlantiques en représentent 29 % et la fréquentation de leurs hôtels diminue de 2,8 %.

Pour en savoir plus

- Site de l'Insee : Willm Y., Froger M., «Une saison touristique 2014 portée par la clientèle étrangère», *Insee Analyses Aquitaine* n° 8, février 2015

1 Fréquentation des hôtels et des campings

en milliers

| | Aquitaine | | France métropolitaine | |
|---|--------------|---------------|-----------------------|----------------|
| | Hôtels | Campings | Hôtels | Campings |
| Arrivées | 5 152 | 2 304 | 110 244 | 20 770 |
| Français | 4 252 | 1 583 | 76 003 | 13 360 |
| Étrangers | 900 | 722 | 34 241 | 7 409 |
| Nuitées | 8 839 | 14 849 | 198 509 | 109 743 |
| Français | 7 180 | 10 000 | 125 568 | 73 131 |
| Étrangers | 1 659 | 4 849 | 72 941 | 36 612 |
| Durée moyenne de séjour (en jours) | 1,7 | 6,4 | 1,8 | 5,3 |
| Français | 1,7 | 6,3 | 1,7 | 5,5 |
| Étrangers | 1,8 | 6,7 | 2,1 | 4,9 |

Note : données 2014 définitives. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre.

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les comités régionaux du tourisme (CRT)

2 Évolution des nuitées dans les hôtels et les campings

— Nombre de nuitées - Aquitaine
- - - Nombre d'arrivées - Aquitaine
— Nombre de nuitées - France métropolitaine
- - - Nombre d'arrivées - France métropolitaine

en indice base 100 en 2010



Note : données 2014 définitives. Données 2010, 2011, 2012 et 2013 rétropolées suite au changement de classification début 2014. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre.

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les comités régionaux du tourisme (CRT)

3 Nombre de nuitées dans les campings par département

en %

| Départements | Nombre de nuitées dans les campings | | | Part de nuitées effectuées en 2014 | |
|-----------------------|-------------------------------------|---------------------|--|------------------------------------|---------------------------|
| | 2014 (milliers) | Évolution 2014/2013 | Évolution moyenne annuelle 2013/2010 (1) | Par une clientèle étrangère | Sur emplacements locatifs |
| | | | | | |
| Dordogne | 3 061 | -0,8 | 1,9 | 42,5 | 49,1 |
| Gironde | 4 014 | 1,6 | 2,8 | 36,3 | 46,6 |
| Landes | 5 546 | 1,2 | 1,6 | 27,9 | 56,2 |
| Lot-et-Garonne | 279 | -7,7 | 6,6 | 37,7 | 44,6 |
| Pyrénées-Atlantiques | 1 949 | 0,8 | -1,7 | 22,7 | 44,6 |
| Aquitaine | 14 849 | 0,7 | 1,6 | 32,7 | 50,4 |
| France métropolitaine | 109 743 | 0,3 | 1,6 | 33,4 | 47,3 |

Note : données 2014 définitives. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre. Données 2010, 2011, 2012 et 2013 rétropolées suite au changement de classification début 2014.

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le nombre de nuitées si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les comités régionaux du tourisme (CRT)

4 Nombre de nuitées dans les campings selon la catégorie

| Catégorie de campings | Nombre de nuitées en 2014 (milliers) | | Évolution 2014/2013 (%) | |
|-----------------------|--------------------------------------|-----------------------|-------------------------|-----------------------|
| | Aquitaine | France métropolitaine | Aquitaine | France métropolitaine |
| 1-2 étoiles | 1 511 | 16 115 | -7,2 | 0,4 |
| 3-4-5 étoiles | 12 679 | 86 605 | 1,3 | 0,6 |
| Non classés | 659 | 7 024 | 7,9 | -3,8 |
| Total | 14 849 | 109 743 | 0,7 | 0,3 |

Note : données 2014 définitives. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre. Données 2013 rétropolées suite au changement de classification début 2014.

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les comités régionaux du tourisme (CRT)

5 Parc et nombre de nuitées dans les hôtels selon la catégorie

| Catégorie d'hôtels | Nombre de chambres en Aquitaine | | Nombre de nuitées en 2014 (milliers) | | Évolution 2014/2013 (%) | |
|--------------------|---------------------------------|-------------------------|--------------------------------------|-----------------------|-------------------------|-----------------------|
| | 2014 (milliers) | Évolution 2014/2013 (%) | Aquitaine | France métropolitaine | Aquitaine | France métropolitaine |
| Classés | 25,8 | 2,5 | 7 832 | 170 084 | 1,8 | -0,1 |
| 1-2 étoiles | 10,4 | 4,4 | 3 155 | 53 862 | 1,0 | 0,8 |
| 3 étoiles | 10,1 | 1,6 | 3 077 | 71 935 | 0,9 | -0,7 |
| 4-5 étoiles | 5,3 | 0,4 | 1 600 | 44 287 | 5,0 | 0,0 |
| Non classés | 4,5 | -12,8 | 1 007 | 28 426 | -19,9 | -9,0 |
| Total | 30,3 | -0,1 | 8 839 | 198 509 | -1,3 | -1,5 |

Note : données 2014 définitives. Données 2013 rétropolées suite au changement de classification début 2014.

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les comités régionaux du tourisme (CRT)

6 Nombre de nuitées dans les hôtels par département

en %

| Départements | Nombre de nuitées dans les hôtels | | | Part de nuitées effectuées en 2014 par une clientèle étrangère |
|-----------------------|-----------------------------------|---------------------|--|--|
| | 2014 (milliers) | Évolution 2014/2013 | Évolution moyenne annuelle 2013/2010 (1) | |
| Dordogne | 1 037 | 0,7 | 0,6 | 26,6 |
| Gironde | 3 770 | -0,4 | 2,5 | 19,1 |
| Landes | 1 057 | -1,6 | -2,2 | 10,5 |
| Lot-et-Garonne | 383 | -3,6 | 0,9 | 13,8 |
| Pyrénées-Atlantiques | 2 592 | -2,8 | 0,2 | 19,2 |
| Aquitaine | 8 839 | -1,3 | 0,9 | 18,8 |
| France métropolitaine | 198 509 | -1,4 | 1,0 | 36,7 |

Note : données 2014 définitives. Données 2010, 2011, 2012 et 2013 rétropolées suite au changement de classification début 2014.

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le nombre de nuitées si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les comités régionaux du tourisme (CRT)

Le trafic progresse dans les airs, stagne sur la route et diminue sur le rail et la mer en 2014

Le trafic voyageurs augmente en 2014 pour le mode aérien et en particulier pour le trafic assuré par les compagnies à bas coût. La baisse de fréquentation des trains express régionaux amorcée en 2013 se confirme pour 2014. Le trafic routier est stable tandis que le trafic maritime est à la baisse dans les deux ports aquitains.

Bruno Carré, Dreal Aquitaine

L'aéroport de Bordeaux-Mérignac dopé par le trafic low cost

Le nombre de passagers des aéroports aquitains s'élève en 2014 à 6,96 millions, soit une augmentation de 4,0 % par rapport à 2013 (*figure 1*). Hors passagers en transit, ce trafic est en hausse de 4,2 %.

L'aéroport de Bordeaux-Mérignac, dopé par le trafic international et le trafic à bas coût, termine l'année avec près de 5 millions de passagers locaux (*figure 2*). Avec ces bons résultats de trafic et l'ouverture de nouvelles lignes, il affiche une progression de 7,4 %. Son trafic international augmente de 21 % et représente 45 % du trafic global. Par ailleurs, son trafic low cost s'accroît de 25 %. En 2014, quatre passagers sur dix prennent ces vols à bas coût, ils n'étaient que trois sur dix deux ans auparavant.

Dans trois aéroports aquitains le trafic est en baisse : Biarritz-Anglet-Bayonne, 1,06 million de passagers locaux (-3 %) ; Pau-Pyrénées, 620 000 passagers (-3,8 %), et Bergerac-Dordogne-Périgord, 277 000 passagers (-3,1 %).

Pour l'aéroport d'Agen-La-Garenne, le nombre de passagers locaux augmente de 10,5 % (40 000). Le trafic de celui de Périgueux-Bassillac reste stable pour 2014 avec 5 700 passagers.

Les TER moins empruntés en 2014

Comme pour l'année 2013 (*figure 3*), la fréquentation des TER (trains express régionaux) est en légère diminution en 2014, de 1,5 %. Les plus fortes baisses constatées concernent les lignes Bordeaux-Dax-Pau (-33 %) Bayonne-St-Jean-Pied-de-Port (-27 %) et Hendaye-Pau-Tarbes (-20 %). En revanche, le trafic des lignes les plus fréquentées (plus de 100 millions de voyageurs-kilomètres) est en hausse,

notamment celui de la ligne Bordeaux-Dax-Hendaye (+11,5 %).

Stabilité du trafic routier

Le trafic de poids lourds, en nombre de véhicules, est stable en 2014, sur l'axe nord/sud. Toutefois, il diminue sur la RN10 (-4,7 %) et augmente sur l'A10 (+3,1 %) et à Biriattou (+4 %). Mais, après un recul de 15 % en 2013, le transport routier de marchandises en Aquitaine, mesuré en tonnes-km transportées, repart à la hausse : +6,5 % en 2014 (*figure 4*).

Le trafic global 2014 des véhicules légers sur l'axe nord-sud augmente par rapport à 2013 (+2,8 %).

Les immatriculations de véhicules neufs en Aquitaine (*figure 5*) se situent en léger repli en 2014 (-0,7 %), celui-ci est moins prononcé qu'en 2013 (-2,1 %). Les immatriculations de véhicules industriels à moteur diminuent fortement, de 14 %, tandis que celles des véhicules utilitaires légers progressent de 2 %.

Trafic maritime en baisse sur les deux ports

Le trafic maritime de l'Aquitaine en 2014 est en diminution de 5 % par rapport à l'année précédente. Ce repli est dû à la baisse de l'activité des deux ports aquitains.

Avec un trafic global de 8,52 Mt en 2014 contre 9,05 Mt en 2013, Bordeaux Port Atlantique termine l'année sur une baisse de 5,9 %, soit environ 500 000 tonnes de marchandises. Première filière, les hydrocarbures affichent une progression de 1,6 %, avec près de 4 Mt. La deuxième filière, les céréales, accuse une baisse de plus de 200 000 tonnes. Ce recul

s'explique par le bilan décevant de la campagne 2013-2014. La filière granulats, troisième filière, avec près de 700 000 tonnes de matériaux importés, et pour une plus faible part exportés, enregistre un recul des imports de 13 % en lien avec la fin du chantier du Nouveau Stade de Bordeaux.

Le trafic du port de Bayonne diminue légèrement en 2014 (-0,7 %) par rapport à 2013. Les exportations de maïs sont en forte progression (+28,3 %, 413 300 t). L'activité cumulée ferrailles et billettes, représentant un volume de 972 700 t, se replie de 2,8 %. L'ensemble du trafic de produits chimiques augmente de 12,3 %. Légère régression de 1,6 % pour les engrais (-8 000 t) et le cumul de l'ensemble des produits bois chute de 25 % (100 300 t).

Le fret ferroviaire reste impacté par les effets de la crise

Les effets de la crise impactent l'activité des principaux secteurs de marché générateurs de transports ferroviaires, nécessitant une mobilisation forte de la branche pour développer des services innovants. Les marchés de la sidérurgie, des produits de grande consommation et à moindre importance du BTP restent cependant durement touchés. La concurrence intramodale continue à se développer et reste assez présente sur le territoire aquitain, notamment dans les Pyrénées-Atlantiques et en Dordogne. Les travaux de modernisation du réseau impactent fortement les trafics ferroviaires de marchandises (*Source SNCF Logistics*).■

Pour en savoir plus

- Site du Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie (MEDDE) : www.developpement-durable.gouv.fr

1 Passagers des aéroports

| | Aquitaine | | | France métropolitaine | |
|--|-------------------------|---------------------|--|-----------------------|--|
| | Passagers 2014 (nombre) | Évolution 2014/2013 | Évolution annuelle moyenne 2013/2008 (1) | Évolution 2014/2013 | Évolution annuelle moyenne 2013/2008 (1) |
| Lignes nationales | 4 268 556 | -1,2 | 2,8 | -2,6 | 1,3 |
| Lignes internationales | 2 653 761 | 14,1 | 3,9 | 4,2 | 2,1 |
| Transit | 34 063 | -27,1 | 3,5 | -12,5 | -9,9 |
| Total | 6 956 380 | 4,0 | 3,2 | 2,1 | 1,8 |
| dont lignes à bas coût (low cost) | 2 617 463 | 15,1 | 10,7 | 12,6 | 8,4 |
| Part des lignes à bas coût (low cost) (en %) | 37,6 | 10,7 | 7,3 | 10,2 | 6,5 |

Note : données brutes

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le trafic passager si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Source : Union des aéroports français

3 Passagers des trains express régionaux (TER)

| | en millions de voyageurs x kilomètres | | | | | |
|--------------------------------|---------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------------------|
| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | Évolution 2014/2013 (%) |
| Bordeaux - Agen | 94,9 | 101,5 | 104,0 | 106,6 | 109,2 | 2,4 |
| Bordeaux - Arcachon | 87,4 | 92,1 | 95,9 | 99,2 | 100,5 | 1,3 |
| Bordeaux - Dax - Hendaye | 71,3 | 79,0 | 98,8 | 95,5 | 106,5 | 11,5 |
| Bordeaux - Périgueux - Brive | 83,1 | 89,2 | 89,9 | 91,6 | 88,3 | -3,6 |
| Bordeaux - Bergerac - Sarlat | 49,4 | 51,9 | 54,6 | 52,7 | 52,6 | -0,2 |
| Bordeaux - Mont-de-Marsan | 37,8 | 39,0 | 40,6 | 43,6 | 41,6 | -4,6 |
| Bordeaux - Dax - Pau | 26,9 | 32,8 | 49,7 | 42,9 | 28,7 | -33,1 |
| Bordeaux - Coutras - Angoulême | 19,0 | 19,6 | 21,1 | 20,6 | 21,1 | 2,4 |
| Bordeaux - St-Mariens | 12,3 | 13,6 | 18,8 | 19,8 | 19,0 | -4,0 |
| Bordeaux - Pointe de Grave | 14,5 | 19,2 | 20,6 | 18,6 | 16,8 | -9,7 |
| Hendaye - Pau - Tarbes | 10,5 | 11,8 | 10,4 | 10,3 | 8,3 | -19,4 |
| Agen - Périgueux | 11,5 | 11,7 | 10,5 | 9,3 | 10,5 | 12,9 |
| Pau - Oloron | 3,8 | 4,6 | 4,9 | 4,8 | 4,0 | -16,7 |
| Bayonne - St-Jean-Pied-de-Port | 2,1 | 2,7 | 2,8 | 3,0 | 2,2 | -26,7 |
| Ensemble TER | 524,5 | 568,5 | 622,6 | 618,8 | 609,3 | -1,5 |

Source : SNCF

2 Passagers des aéroports aquitains

| | en nombre | | | |
|-----------------------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------------|
| | 2012 | 2013 | 2014 | Évolution 2014/2013 (%) |
| Bordeaux-Mérignac | 4 428 072 | 4 617 608 | 4 945 029 | 7,1 |
| dont passagers locaux | 4 380 145 | 4 574 346 | 4 914 492 | 7,4 |
| dont internationaux | 1 739 306 | 1 780 254 | 2 150 250 | 20,8 |
| dont low cost | 1 349 900 | 1 582 982 | 1 972 731 | 24,6 |
| Biarritz-Anglet-Bayonne | 1 084 200 | 1 098 079 | 1 064 402 | -3,1 |
| dont passagers locaux | 1 083 604 | 1 097 176 | 1 063 738 | -3,0 |
| dont internationaux | 239 812 | 237 399 | 223 802 | -5,7 |
| dont low cost | 406 486 | 396 093 | 373 108 | -5,8 |
| Pau-Pyrénées | 609 535 | 645 577 | 621 492 | -3,7 |
| dont passagers locaux | 609 171 | 644 965 | 620 546 | -3,8 |
| dont internationaux | 28 746 | 23 202 | 4 762 | -79,5 |
| dont low cost | 19 776 | 12 569 | 0 | -100,0 |
| Bergerac Dordogne Périgord | 248 393 | 286 226 | 277 312 | -3,1 |
| dont passagers locaux | 248 393 | 286 226 | 277 312 | -3,1 |
| dont internationaux | 246 786 | 284 020 | 274 509 | -3,3 |
| dont low cost | 244 376 | 281 912 | 271 624 | -3,6 |
| Agen-la-Garenne | 33 803 | 36 716 | 40 482 | 10,3 |
| dont passagers locaux | 33 704 | 36 624 | 40 482 | 10,5 |
| dont internationaux | 236 | 163 | 352 | 116,0 |
| dont low cost | 0 | 0 | 0 | /// |
| Périgueux-Bassillac | 7 548 | 7 633 | 7 663 | 0,4 |
| dont passagers locaux | 6 305 | 5 767 | 5 747 | -0,3 |
| dont internationaux | 109 | 39 | 86 | 120,5 |
| dont low cost | 0 | 0 | 0 | /// |

Note : /// absence de résultat due à la nature des choses

Source : Union des aéroports français

4 Transport de marchandises par la route

| Aquitaine | 2014 (p) | | Évolution annuelle moyenne 2014/2009 (1) |
|------------------------|---|--|--|
| | (millions de tonnes-kilomètres transportés) | | |
| Entrées dans la région | 4 482 | | -3,0 |
| Sorties de la région | 4 737 | | -2,4 |
| Intérieur de la région | 4 596 | | 3,8 |

p : données provisoires

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le transport de marchandises si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Champ : France métropolitaine hors Corse. Données hors transport international.

Source : SOeS, Enquête Transport routier de marchandises

5 Immatriculations de véhicules neufs

| | Véhicules particuliers | | Véhicules utilitaires légers(1) | | Véhicules industriels à moteur(2) | | Ensemble immatriculations(3) | |
|-----------------------|------------------------|-------------------------|---------------------------------|-------------------------|-----------------------------------|-------------------------|------------------------------|-------------------------|
| | 2014 (nombre) | Évolution 2014/2013 (%) | 2014 (nombre) | Évolution 2014/2013 (%) | 2014 (nombre) | Évolution 2014/2013 (%) | 2014 (nombre) | Évolution 2014/2013 (%) |
| Dordogne | 9 151 | 2,6 | 2 103 | 4,2 | 249 | -18,9 | 11 538 | 2,2 |
| Gironde | 36 080 | -4,0 | 9 333 | 6,2 | 899 | -15,3 | 46 382 | -2,4 |
| Landes | 10 351 | 0,7 | 2 077 | -0,2 | 263 | 8,7 | 12 721 | 0,7 |
| Lot-et-Garonne | 7 367 | -1,2 | 2 124 | -8,1 | 297 | -12,1 | 9 808 | -3,1 |
| Pyrénées-Atlantiques | 18 992 | 3,4 | 3 673 | -1,8 | 391 | -21,6 | 23 097 | 1,8 |
| Aquitaine | 81 941 | -0,8 | 19 310 | 2,0 | 2 099 | -14,3 | 103 546 | -0,7 |
| France métropolitaine | 1 765 855 | 0,5 | 370 130 | 1,5 | 38 895 | -13,6 | 2 180 776 | 0,3 |

Note : données brutes

(1) : camionnettes et véhicules automoteurs spécialisés <= 3,5 t de PTAC

(2) : camions, véhicules automoteurs spécialisés > 3,5 t de PTAC et tracteurs routiers

(3) : y compris immatriculations de transports en commun

Source : SOeS, SIDIV

Définitions

Activité partielle / Chômage partiel

Lorsqu'une entreprise réduit son activité au-dessous de l'horaire légal ou arrête momentanément tout ou partie de son activité et qu'elle n'entend pas rompre les contrats de travail qui la lient à ses salariés, elle peut avoir recours au chômage partiel. Le système d'indemnisation du chômage partiel permet de gérer une baisse d'activité ponctuelle, limitée dans le temps et ayant pour cadre l'année civile.

Arrivées ou séjours

Nombre de clients différents qui séjournent une ou plusieurs nuits consécutives dans un même hôtel.

Durée moyenne de séjour (hôtellerie, hôtellerie de plein air)

Rapport du nombre de nuitées au nombre d'arrivées des clients hébergés.

Auto-entrepreneur

Le régime de l'« auto-entrepreneur » s'applique depuis le 1^{er} janvier 2009 aux personnes physiques qui créent ou possèdent déjà une entreprise individuelle pour exercer une activité commerciale, artisanale ou libérale (hormis certaines activités exclues), à titre principal ou complémentaire, et dont l'entreprise individuelle remplit les conditions du régime fiscal de la micro-entreprise et qui opte pour exercer en franchise de TVA.

Il offre des formalités de création d'entreprises allégées ainsi qu'un mode de calcul et de paiement simplifié des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu. L'auto-entrepreneur bénéficie :

- d'un régime micro-social simplifié ;
- d'une dispense d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (RCS) pour les commerçants, ou au répertoire des métiers (RM) pour les artisans ; toutefois, l'auto-entrepreneur qui crée une activité artisanale à titre principal, doit s'inscrire au RM.
- d'une exonération de TVA ;
- et sur option, d'un régime micro-fiscal simplifié (versement libératoire de l'impôt sur le revenu) et d'une exonération de la cotisation foncière des entreprises pendant 3 ans à compter de la date de création.

Balance commerciale

La balance commerciale est le compte qui retrace la valeur des biens exportés et la valeur des biens importés. Pour calculer la balance commerciale, la comptabilité nationale procède à l'évaluation des importations et des exportations de biens à partir des statistiques douanières de marchandises. Des correctifs sont apportés à celles-ci : d'une part, les échanges se rapportant à la récupération sont déduits des flux douaniers, d'autre part, on y ajoute ceux de

matériel militaire ainsi que l'avitaillement des navires et des avions. Si la valeur des exportations dépasse celle des importations, on dit qu'il y a excédent commercial ou que la balance commerciale est excédentaire; si les importations sont supérieures aux exportations, le pays a un déficit commercial ou sa balance commerciale est déficitaire

Catégories de demandes d'emploi établies par Pôle Emploi

La publication des effectifs de demandeurs d'emploi inscrits se fait selon les catégories statistiques suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), y compris les demandeurs d'emploi en convention de reclassement personnalisé (CRP) et en contrat de transition professionnelle (CTP), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Cessation d'entreprise

Il s'agit de l'arrêt total de l'activité économique de l'entreprise.

Il ne faut pas confondre la notion de défaillance avec la notion plus large de cessation. Les liquidations qui font suite à une défaillance ne représentent qu'une partie, variable avec le temps et le secteur d'activité, de l'ensemble des cessations.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires représente le montant des affaires (hors taxes) réalisées par l'entreprise avec les tiers dans l'exercice de son activité professionnelle normale et courante. Il correspond à la somme des ventes de marchandises, de produits fabriqués, des prestations de services et des produits des activités annexes.

Contrat d'apprentissage

Le contrat d'apprentissage est un contrat de travail qui a pour but de donner à des jeunes travailleurs ayant satisfait à l'obligation scolaire une formation générale, théorique et pratique, en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme de

l'enseignement professionnel ou technologique, un titre d'ingénieur ou un titre répertorié. L'apprentissage repose sur le principe de l'alternance entre enseignement théorique en centre de formation d'apprentis (CFA) et enseignement du métier chez l'employeur avec lequel l'apprenti a signé son contrat.

La durée du contrat varie de 1 à 3 ans en fonction du type de profession et de la qualification préparée. Tout jeune âgé de 16 à 25 ans peut entrer en apprentissage. La rémunération, calculée en pourcentage du Smic (entre 25 % et 78 %), varie selon l'âge du jeune en apprentissage et sa progression dans le ou les cycles de formation.

Tout employeur du secteur privé peut embaucher un apprenti s'il déclare prendre les mesures nécessaires à l'organisation de l'apprentissage : le suivi, obligatoire, par un maître d'apprentissage, notamment. Les cotisations sociales (salariales et patronales, hormis pour les accidents du travail) sont prises en charge par l'État. Les contrats d'apprentissage ouvrent droit à une indemnité compensatrice forfaitaire (montant minimal de 1 000 euros par année de contrat), versée à l'employeur par le conseil régional. En outre, les entreprises ont droit à un crédit d'impôt (1 600 euros par apprenti et par an, voire 2 200 euros dans certains cas).

Contrat d'insertion dans la vie sociale / CIVIS

Le contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS), dans son volet « accompagnement vers l'emploi » a été mis en œuvre en 2005. Il s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans faiblement qualifiés et rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle. Il a pour objectif d'organiser les actions nécessaires à la réalisation de leur projet d'insertion dans un emploi durable. Ce contrat est conclu avec les missions locales ou les permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO). Sa durée est d'un an renouvelable. Les titulaires d'un CIVIS âgés d'au moins 18 ans peuvent bénéficier d'un soutien de l'État sous la forme d'une allocation versée pendant les périodes durant lesquelles ils ne perçoivent ni une rémunération au titre d'un emploi ou d'un stage, ni une autre allocation.

Contrat de professionnalisation

Le contrat de professionnalisation s'adresse à tous les jeunes âgés de 16 à 25 ans révolus et aux demandeurs d'emploi âgés de 26 ans et plus. Il s'agit d'un contrat de travail en alternance à durée déterminée ou indéterminée incluant une action de professionnalisation. Son objectif est de permettre aux salariés d'acquérir une qualification professionnelle et de favoriser leur insertion ou réinsertion professionnelle. L'action de professionnalisation comporte des périodes de travail en entreprise et des périodes de formation ; sa durée est en principe comprise entre 6 et 12 mois, mais peut être portée à 24 mois par accord collectif de branche. La durée de formation est d'au moins 15 % de la durée de l'action de professionnalisation. Les bénéficiaires âgés de 16 à 25 ans révolus sont rémunérés en pourcentage du Smic (entre 55 % et 80 %) selon leur âge et leur niveau de formation ; les autres salariés perçoivent une rémunération qui ne peut être ni inférieure au Smic ni à 85 % du salaire minimum conventionnel. Ce contrat ouvre

droit pour l'employeur à une exonération des cotisations patronales de sécurité sociale quand le bénéficiaire a entre 16 et 25 ans ou quand il s'agit d'un demandeur d'emploi âgé de 45 ans ou plus.

Contrat unique d'insertion / CUI

Créé par la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu minimum de solidarité active et réformant les politiques d'insertion, le contrat unique d'insertion (CUI) est entré en vigueur au 1^{er} janvier 2010.

À compter du 1^{er} janvier 2010 et suite à la mise en place de ce nouveau contrat, il n'est plus possible de conclure des contrats d'avenir et des contrats d'insertion - revenu minimum d'activité (CI-RMA).

Le contrat unique d'insertion qui a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles d'accès à l'emploi, se décline sous deux formes :

le CUI - Contrat Initiative Emploi (CUI-CIE), s'adresse aux employeurs du secteur marchand et ouvre droit à une aide financière sans exonération spécifique de cotisations sociales ;

le CUI - Contrat d'Accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE), s'adresse aux employeurs du secteur non marchand et ouvre droit à une aide financière et à une exonération spécifique de cotisations sociales.

Correction des variations saisonnières / CVS

L'évolution d'une série statistique peut en général se décomposer en effets de trois facteurs : une tendance, une composante saisonnière et une composante irrégulière. La correction des variations saisonnières est une technique que les statisticiens emploient pour éliminer l'effet des fluctuations saisonnières normales sur les données, de manière à en faire ressortir les tendances fondamentales (tendance et composante irrégulière).

Ainsi, par exemple, le taux de chômage désaisonnalisé supprime les variations dues au profil saisonnier habituel d'embauche pendant l'été et de mise à pied pendant l'hiver dans des secteurs d'activité comme l'agriculture et la construction.

Création d'entreprise

La statistique mensuelle des créations d'entreprises est constituée à partir des informations du répertoire national des entreprises et des établissements (Sirene).

Depuis le 1^{er} janvier 2007, la notion de création d'entreprise s'appuie sur un concept harmonisé au niveau européen pour faciliter les comparaisons : une création d'entreprise correspond à la mise en œuvre de nouveaux moyens de production.

Par rapport aux immatriculations dans Sirene, on retient comme création pour satisfaire au concept harmonisé :

- 1) les créations d'entreprise correspondant à la création de nouveaux moyens de production (il y a nouvelle immatriculation dans Sirene) ;
- 2) les cas où l'entrepreneur (il s'agit en général d'un entrepreneur individuel) reprend une activité après une interruption de plus d'un an (il n'y a pas de nouvelle

immatriculation dans Sirene mais reprise de l'ancien numéro Siren) ;

3) les cas où l'entrepreneur redémarre une activité après une interruption de moins d'un an mais avec changement d'activité ;

4) les reprises par une entreprise nouvelle de tout ou partie des activités et moyens de production d'une autre entreprise (il y a nouvelle immatriculation dans Sirene) lorsqu'il n'y a pas continuité de l'entreprise reprise.

On considère qu'il n'y a pas continuité de l'entreprise si parmi les trois éléments suivants concernant le siège de l'entreprise, au moins deux sont modifiés lors de la reprise : l'unité légale contrôlant l'entreprise, l'activité économique et la localisation.

Depuis les données relatives à janvier 2009, à la suite de la mise en place du régime de l'auto-entrepreneur (renommé micro-entrepreneur, à compter du 19 décembre 2014), les statistiques de créations d'entreprises incluent les demandes de créations enregistrées dans Sirene au titre de ce régime. Ce dénombrement n'inclut pas les entrepreneurs déjà en activité avant le 1^{er} janvier 2009 et qui avaient demandé, à titre dérogatoire au plus tard le 31 mars 2009, à bénéficier du régime micro-social et du versement fiscal libérateur en 2009.

Défaillance d'entreprise

Une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. Cette procédure intervient lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement, c'est-à-dire qu'elle n'est plus en mesure de faire face à son passif exigible avec son actif disponible.

Remarque : il ne faut pas confondre la notion de défaillance et la notion de cessation (*voir cette dernière définition*).

Demandeurs d'emploi en fin de mois / DEFM

Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) sont les personnes inscrites à Pôle Emploi et ayant une demande en cours au dernier jour du mois.

Demandeurs d'emploi de longue durée / DELD

Les demandeurs d'emploi de longue durée (DELD) sont ceux inscrits à Pôle Emploi depuis un an ou plus.

Emploi d'Avenir / EAV

L'emploi d'avenir (EAV) est un contrat d'aide à l'insertion destiné aux jeunes particulièrement éloignés de l'emploi, en raison de leur défaut de formation ou de leur origine géographique. Il comporte des engagements réciproques entre le jeune, l'employeur et les pouvoirs publics, susceptibles de permettre une insertion durable du jeune dans la vie professionnelle.

Emploi salarié

Par salariés, il faut entendre toutes les personnes qui travaillent, aux termes d'un contrat, pour une autre unité

institutionnelle résidente en échange d'un salaire ou d'une rétribution équivalente.

Les non-salariés sont les personnes qui travaillent mais sont rémunérées sous une autre forme qu'un salaire.

Enquête de fréquentation dans l'hôtellerie

L'enquête de fréquentation dans l'hôtellerie permet l'observation conjoncturelle de la fréquentation dans l'hôtellerie et l'étude de la structure de la clientèle, notamment de son origine géographique. Elle permet d'établir des indicateurs de taux d'occupation, de durée moyenne de séjour ou de part de la clientèle professionnelle. Réalisée chaque mois depuis 1982, elle couvre un échantillon national de 8 300 établissements homologués (1 à 5 étoiles dans le nouveau classement hôtelier) et non homologués de chaînes de la France métropolitaine et des départements d'Outre-mer (DOM). L'échantillon final est de 14 000 hôtels environ pour satisfaire les besoins d'information locale.

Estimations d'emploi localisées

À partir de 2009, les estimations d'emploi annuelles sont calculées à partir du dispositif Estel (Estimations d'emploi localisées), qui se fondent sur l'utilisation des sources administratives en niveau.

Pour les salariés, il s'agit des Déclarations Annuelles de Données Sociales (DADS « grand format ») contenant, en plus des DADS stricto sensu, les données du fichier de paye des agents de l'État et celles des particuliers employeurs.

Pour les non-salariés agricoles, les sources mobilisées sont les fichiers de la Mutualité Sociale Agricole (MSA) et pour les non-salariés non agricoles, les fichiers de l'Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale (ACOSS) qui est la Caisse Nationale des Unions de Recouvrement des Cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales (URSSAF).

Le concept central d'Estel est une synthèse ascendante des sources administratives utilisées avec prise en compte de la multi-activité. Estel mesure l'emploi selon un concept « BIT répertorié » : l'emploi est mesuré sur la dernière semaine de l'année et tout emploi déclaré est comptabilisé.

Le passage à Estel permet la production des estimations d'emploi annuelles à un niveau géographique et sectoriel plus fin que l'ancien système (celui de la zone d'emploi croisée avec le niveau A38 de la nouvelle nomenclature d'activités au lieu du niveau départemental) ; de plus on disposera chaque année de la double localisation au lieu de résidence et au lieu de travail pour les salariés et d'informations sur le sexe et la tranche d'âge quinquennale des travailleurs salariés et non salariés.

Exportations

Ensemble des biens et des services fournis par des résidents à des non-résidents, à titre onéreux ou gratuit. Avec l'application du Système Européen des Comptes nationaux et régionaux de 2010 (SEC 2010), en cohérence avec la 6^e édition du manuel de balance des paiements (BPM6), la définition des échanges extérieurs en comptabilité nationale est dorénavant fondée sur la notion de propriété. Ainsi, par

exemple les biens envoyés à l'étranger pour travail à façon ne sont plus comptés en exportations de biens, et la marchandise transformée n'est plus comptée comme une importation de biens. En revanche est comptabilisée une importation de service industriel par le pays du donneur d'ordre, d'un montant égal à la différence de valeur entre le produit fini et les intrants. Le solde total des échanges extérieurs n'est pas modifié.

Hôtellerie de plein air (camping)

Les campings-caravanings classés le sont selon les nouvelles normes Atout France en vigueur depuis juillet 2012. Ils sont classés de 1 à 5 étoiles. Les conditions requises pour ce classement portent sur les équipements communs, les équipements sanitaires, l'accessibilité aux personnes handicapées.

Immatriculations de voitures particulières neuves

L'Insee publie mensuellement le nombre des immatriculations des voitures particulières neuves (hors utilitaires et transit temporaire) permettant ainsi de suivre l'évolution du marché automobile français. Le chiffre brut, communiqué par le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA) est corrigé des jours ouvrables et des variations saisonnières (CJO-CVS).

Importations

Ensemble des biens et des services fournis par des non-résidents à des résidents, à titre onéreux ou gratuit. Avec l'application du Système Européen des Comptes nationaux et régionaux de 2010 (SEC 2010), en cohérence avec la 6^e édition du manuel de balance des paiements (BPM6), la définition des échanges extérieurs en comptabilité nationale est dorénavant fondée sur la notion de propriété. Ainsi, par exemple les biens envoyés à l'étranger pour travail à façon ne sont plus comptés en exportations de biens, et la marchandise transformée n'est plus comptée comme une importation de biens. En revanche est comptabilisée une importation de service industriel par le pays du donneur d'ordre, d'un montant égal à la différence de valeur entre le produit fini et les intrants. Le solde total des échanges extérieurs n'est pas modifié.

Intérim

L'opération de « travail intérimaire » (ou « intérim » ou « travail temporaire ») consiste à mettre à disposition provisoire d'entreprises clientes, des salariés qui, en fonction d'une rémunération convenue, sont embauchés et rémunérés à cet effet par l'entreprise de travail intérimaire (ou entreprise de travail temporaire).

Elle se caractérise donc par une relation triangulaire entre l'entreprise de travail temporaire, l'entreprise cliente et le salarié, et implique la conclusion de deux contrats : un contrat de mise à disposition (entre l'entreprise de travail temporaire et l'entreprise cliente) et un contrat de mission (entre l'entreprise de travail temporaire et le salarié).

IPAMPA (Indice des Prix d'achat des moyens de production agricole)

L'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) permet de suivre l'évolution des prix des biens et des services utilisés par les agriculteurs pour leur exploitation agricole. Ces prix sont relevés auprès des vendeurs de produits nécessaires aux exploitations.

IPPAP (Indice des prix des produits agricoles à la production)

L'indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP) mesure l'évolution des prix des produits vendus par les agriculteurs. Cet indice est élaboré à partir de l'observation des prix de marché.

Logement autorisé

Un logement autorisé est un logement, non encore réalisé, qui entre dans le cadre d'un dossier de permis de construire ayant reçu un avis favorable.

Logement collectif

Logement dans un immeuble collectif (appartement).

Logement commencé

Un logement commencé est un logement faisant partie d'un bâtiment dont les fondations sont commencées (cas des logements collectifs) ou dont les « fouilles en rigole » sont entreprises (cas des logements individuels).

Logement individuel

Un logement individuel est une construction qui ne comprend qu'un logement (maison).

Nomenclature d'activités française / NAF rév. 2, 2008

La nomenclature des activités économiques en vigueur en France depuis le 1^{er} janvier 2008 est la nomenclature d'activités française (NAF rév. 2). La NAF a la même structure que la nomenclature d'activités de la Communauté européenne (NACE rév. 2) mais elle comporte un niveau supplémentaire, spécifique à la France, celui des sous-classes.

La NAF rév. 2 comporte cinq niveaux comprenant respectivement : 21, 88, 272, 615 et 732 postes.

La NAF rév. 2 s'est substituée à la NAF rév. 1 datant de 2003 (entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2003). La NAF rév. 1 comporte cinq niveaux ayant respectivement 17, 31, 62, 224, et 712 postes.

La NAF rév. 1 avait succédé à la NAF qui était en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1993.

Nomenclature agrégée - NA, 2008

Avec le passage à la NAF rév. 2 (nomenclature d'activités française révisée au 1^{er} janvier 2008), la nomenclature économique de synthèse (NES) associée à la NAF rév. 1

disparaît en tant que telle. En effet, cette nomenclature strictement française ne permettait pas de comparaisons internationales car elle ne s'emboîtait pas dans l'arborescence de la CITI et de la NACE.

La NAF rév. 2 contient deux niveaux agrégés « standard » : les sections et divisions en, respectivement, 21 et 88 postes. Ces niveaux sont communs à la nomenclature internationale d'activités CITI rév. 4, à la nomenclature européenne d'activités NACE rév. 2 et à la NAF rév. 2.

Il était toutefois nécessaire de disposer de niveaux de regroupements supplémentaires pour répondre aux besoins de l'analyse économique et de la diffusion en matière de données de synthèse.

Sept niveaux d'agrégation sont ainsi associés à la NAF rév. 2, dénommés « A xx » où xx représente le nombre de postes du niveau. Ils constituent la nomenclature agrégée (NA) :

- A 10 : niveau international, regroupement de sections ;
- A 17 : niveau français intermédiaire entre les niveaux A 10 et A 38.

Au niveau des sections (A 21), l'industrie manufacturière est détaillée en cinq postes et, inversement, certaines activités de services sont regroupées.

- A 21 : sections, niveau standard de l'arborescence de la NAF rév. 2 ;
- A 38 : niveau international, intermédiaire entre sections et divisions ;
- A 64 : niveau européen, intermédiaire entre les niveaux A 38 et divisions (A 88), provisoire ;
- A 88 : divisions, niveau standard de l'arborescence de la NAF rév. 2 ;
- A 129 : niveau français intermédiaire entre les niveaux divisions (A 88) et groupes.

Nuitées

Nombre total de nuits passées par les clients dans un établissement ; deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent ainsi pour six nuitées de même que six personnes ne séjournant qu'une nuit.

Pôle Emploi

Pôle emploi est un opérateur du service public de l'emploi. Il est issu de la fusion entre l'ANPE et le réseau des Assedic qui est devenue effective par la loi du 13 février 2008 relative à la réforme du service public de l'emploi. Il a pour mission d'accompagner tous les demandeurs d'emploi dans leur recherche jusqu'au placement, assurer le versement des allocations aux demandeurs indemnisés, aider les entreprises dans leurs recrutements et recouvrer les cotisations.

L'objectif était de créer un opérateur qui permette notamment aux demandeurs d'emploi d'avoir un seul interlocuteur pour la gestion des offres d'emploi et de leur allocation. Pôle emploi existe juridiquement depuis le 19 décembre 2008, date de la première réunion de son conseil d'administration.

Population active (BIT)

La population active dite « au sens du BIT » regroupe la population active occupée et les chômeurs ; ces deux

concepts étant entendus selon les définitions du Bureau International du Travail (BIT).

Production récoltée (agriculture)

Le concept de production récoltée est issu de la « statistique agricole annuelle » produite par le service de la Statistique et de la Prospective (SSP) du ministère en charge de l'agriculture. Le rendement qui sert à calculer cette production est dit « en récolte », il exclut ainsi :

- les pertes sur le champ ;
- les pertes en cours de transfert jusqu'à la ferme ;
- les parties de produits inutilisables ;
- les produits fatals.

Secteur d'activité

Un secteur regroupe des entreprises de fabrication, de commerce ou de service qui ont la même activité principale (au regard de la nomenclature d'activité économique considérée). L'activité d'un secteur n'est donc pas tout à fait homogène et comprend des productions ou services secondaires qui relèveraient d'autres items de la nomenclature que celui du secteur considéré. Au contraire, une branche regroupe des unités de production homogènes.

Sit@del2

Sit@del2 est une base de données du système statistique public relative à la construction neuve de logements et de locaux non résidentiels. Cette base est alimentée par les informations des permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir et déclarations préalables. Sit@del2 est la continuité de Sitadel, prenant en compte les nouvelles variables des formulaires mis en place lors de réforme du droit des sols en octobre 2007.

Taux de chômage

Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs). On peut calculer un taux de chômage par âge en mettant en rapport les chômeurs d'une classe d'âge avec les actifs de cette classe d'âge. De la même manière, se calculent des taux de chômage par sexe, par professions et catégories socioprofessionnelles (PCS), par région, par nationalité, par niveau de diplôme...

Taux de chômage (BIT)

Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active au sens du BIT.

Taux de création d'entreprises

Rapport du nombre des créations d'entreprises d'une année au stock d'entreprises au 1^{er} janvier de cette même année.

Taux d'occupation (hôtellerie, hôtellerie de plein air)

Rapport entre le nombre de chambres (emplacements) occupés et le nombre de chambres (emplacements) offerts par les hôtels et campings ouverts. Il diffère du taux d'utilisation qui rapporte le nombre de chambres (emplacements) occupés au nombre de chambres (emplacements) total des hôtels et campings, qu'ils soient ouverts ou fermés.

Tonne-kilomètre

Unité de mesure correspondant au transport d'une tonne sur une distance d'un kilomètre.

Transport de marchandises

Le transport de marchandises comprend tout mouvement de marchandises à bord d'un mode de transport quel qu'il soit : ferroviaire, routier, fluvial, maritime, aérien... Il se mesure en tonnes-kilomètres ou, sur un trajet donné en tonnes.

Transport de voyageurs

Le transport de voyageurs comprend tout mouvement de voyageurs à bord d'un mode de transport quel qu'il soit : ferroviaire, routier, maritime, aérien... Il se mesure en voyageurs-kilomètres ou, sur un trajet donné en nombre de voyageurs.

Voyageur-kilomètre

Unité de mesure qui équivaut au transport d'un voyageur sur une distance d'un kilomètre.

Coordination Direction régionale de l'Insee Aquitaine

Contribution Banque de France
Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (Draaf)
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal)
Direction régionale des douanes de Bordeaux
Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte)
Pôle emploi Aquitaine

Directrice de la publication Yvonne Pérot

Rédacteur en chef Jean Sebban

Auteurs Bruno Carré (Dreal Aquitaine)
Laurent Clavel (Insee, Direction des études et synthèses économiques)
Philippe Guérin de Tourville (Direction régionale des douanes de Bordeaux)
Alain Iribaren (Draaf Aquitaine)
Florence Landau (Pôle emploi Aquitaine)
Laurence Martin (Insee Aquitaine)
Karim Mouhali (Direccte Aquitaine)
Thomas Patenotte (Dreal Aquitaine)
Virginie Régnier (Insee Aquitaine)
Jérôme Scarabello (Direccte Aquitaine)
Pierre Valadou (Insee Aquitaine)
Yvette Willm (Insee Aquitaine)

Bureau de presse Michèle Charpentier, à l'Insee
Courriel : medias-aquitaine@insee.fr

Insee Conjoncture

Aquitaine

Le bilan économique 2014 de l'Aquitaine *Année difficile, mais quelques espoirs d'amélioration pour 2015*

En Aquitaine comme en France, l'année 2014 a été difficile. L'économie française croît faiblement (+ 0,2 % pour le produit intérieur brut). Au niveau régional, la plupart des indicateurs sont en repli. Toutefois quelques signes laissent espérer une amélioration pour 2015.

Conjoncture n° 5
Mai 2015

ISSN 2416-8300

Insee Aquitaine
33 rue de Saget
33076 Bordeaux Cedex

Directrice de la publication :
Yvonne Pérot

Rédacteur en chef :
Jean Sebban

© Insee 2015

